



Panorama Conjoncturel

EN NOUVELLE-AQUITAINE

Sommaire

- 01 Conjoncture nationale et régionale
- 02 Dynamique de l'emploi
- 03 Évolution des inscrits à France Travail
- 04 Caractéristiques de la demande d'emploi
- 05 Sources et définitions

01

Conjoncture nationale et régionale

Données arrêtées au 01/06/2026

Contexte national

Indicateur synthétique de **confiance des ménages**

↓ **-2 pt**
(mai. 2026)
sur un mois

Indicateur synthétique du **climat des affaires**

→ **+0 pt**
(mai. 2026)
sur un mois

Conjoncture – Banque de France
Enquêtes mensuelles auprès des chefs
d'entreprise

↑
(Avril 2026)

En avril, l'activité régionale continue de progresser, hormis dans certains secteurs des services. La production industrielle se consolide, toujours soutenue par la demande intérieure. L'environnement est marqué par l'incertitude et par la prudence des acteurs économiques. Des tensions réapparaissent sur certains approvisionnements. Dans les services marchands, l'activité se replie, particulièrement dans certains services à la personne, en lien avec un recul de la consommation. Les services aux entreprises restent globalement bien orientés, mais leur trésorerie se dégrade selon le degré d'exposition à la hausse des prix des carburants. L'activité continue de progresser dans le bâtiment, soutenue par le second œuvre, tandis que le gros œuvre affiche une évolution plus mesurée. Au-delà de l'effet calendaire observé en mai, la persistance des incertitudes géopolitiques incite les chefs d'entreprise à anticiper un repli de l'activité dans l'industrie, les services et le bâtiment dans les prochaines semaines.

Selon les résultats détaillés des Comptes nationaux trimestriels de l'Insee (publiés le 29/05/2026), le produit intérieur brut (PIB) en volume se replie légèrement au 1^{er} trimestre 2026 (-0,1% après +0,2% au 4^{ème} trimestre 2025).

En moyenne sur l'année 2025, le PIB augmente de +0,9% (après +1,1% en 2024 et +1,6% en 2023). Pour 2026, l'UNEDIC prévoit une croissance de +1,0%, la Banque de France et le FMI tablent sur +0,9% et l'OCDE, +0,8%.

Évolution du PIB
-0,1%
(au 1T2026)
sur un trimestre

Évolution du Produit Intérieur Brut par rapport au trimestre précédent en France



↑ Indicateur en amélioration / à la période de comparaison

→ Indicateur stable / à la période de comparaison

↓ Indicateur dégradé / à la période de comparaison

Contexte régional

Synthèse des principaux indicateurs 1/2

	Nouvelle-Aquitaine			France métropolitaine		
	Nombre	Évolution sur un an	Part dans la France métropolitaine	Nombre	Évolution sur un an	
Emplois salariés (au 4T2025)	2 273 100	-0,5%	8,6%	26 442 700	-0,2%	
Emplois intérimaires (au 4T2025)	58 756	-2,0%	8,3%	706 589	-0,7%	
Créations d'entreprises (au 1T2026)	25 016	+10,4%	8,3%	302 897	+13,4%	
Défaillances d'entreprises (au 1T2026 sur 4 trim. glissants)	6 787	+10,9%	10,1%	67 517	+4,8%	
Recrutements (hors intérim et contrats de moins d'un mois) (cumul de mai 25 à avr 26)	811 476	-0,8%	8,7%	9 362 457	-0,6%	
Offres d'emploi enregistrées (cumul de mai 25 à avr 26)	328 515	-15,7%	11,5%	2 845 704	-12,6%	
Besoins en main d'œuvre (Projets 2026)	248 800	-7,7%	11,3%	2 200 100	-6,7%	



Indicateur en amélioration / à la période de comparaison



Indicateur stable / à la période de comparaison



Indicateur dégradé / à la période de comparaison

Contexte régional

Synthèse des principaux indicateurs 2/2

	Nouvelle-Aquitaine			France métropolitaine		
	Nombre	Évolution sur un an	Part dans la France métropolitaine	Nombre	Évolution sur un an	
Taux de chômage (au 4T2025)	7,2%	+0,7 pt	-	7,7%	+0,6 pt	
⚠ DEFM ABC (au 1T2026)	492 450	+1,1%	9,0%	5 451 300	+0,3%	
⚠ DEFM A (au 1T2026)	255 200	-1,4%	8,3%	3 088 200	-2,5%	

⚠ Avertissement :
La mise en œuvre de la loi pour le plein emploi en janvier 2025 et différents changements de procédure, dont ceux sur l'actualisation et celui sur le décret sanction en juin 2025, ont impacté les statistiques sur les inscrits à France Travail.

En raison de ces modifications, l'évolution du nombre d'inscrits à France Travail à partir de janvier 2025 n'est pas le reflet de la conjoncture actuelle.

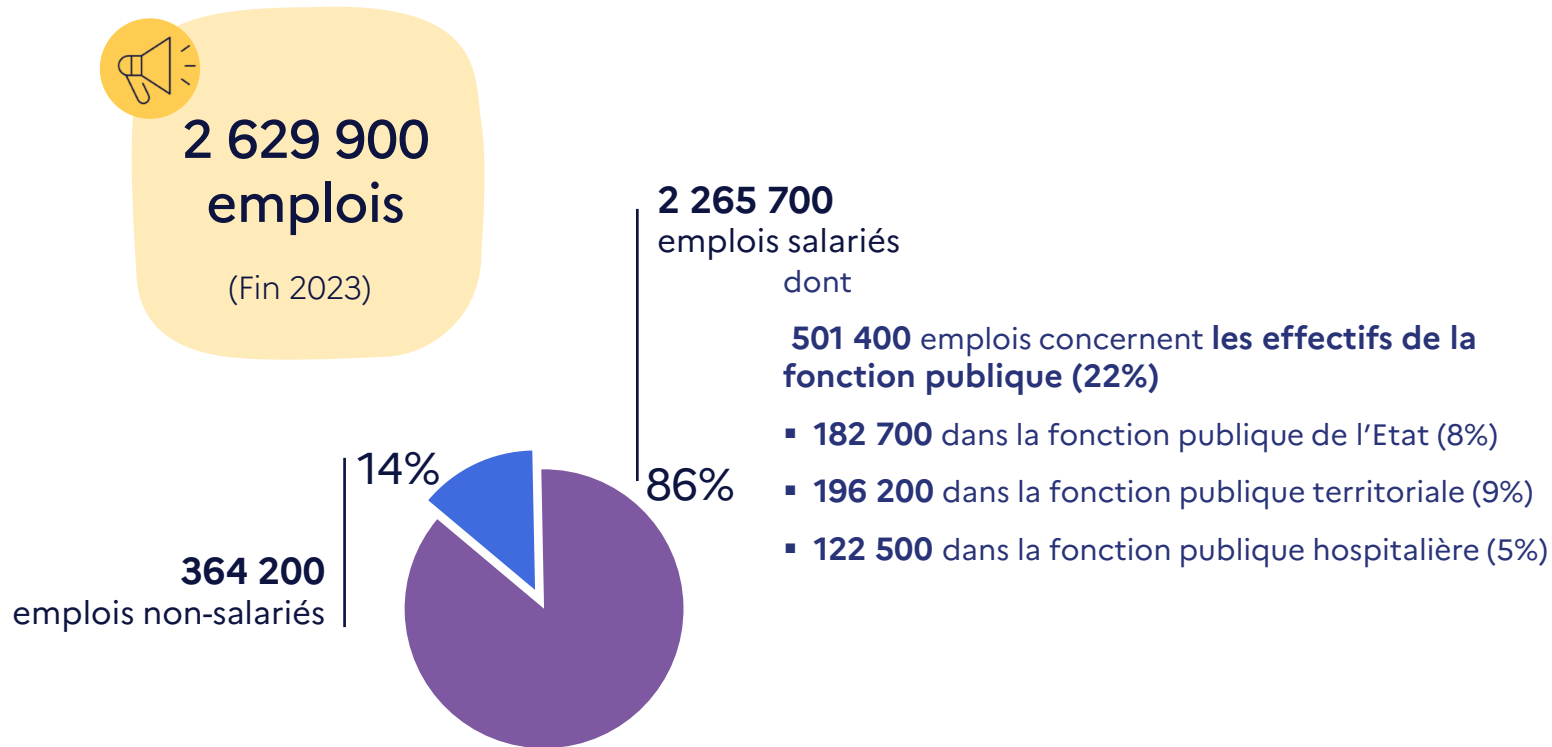
● Indicateur en amélioration / à la période de comparaison ● Indicateur stable / à la période de comparaison ● Indicateur dégradé / à la période de comparaison

02

Dynamique de l'emploi

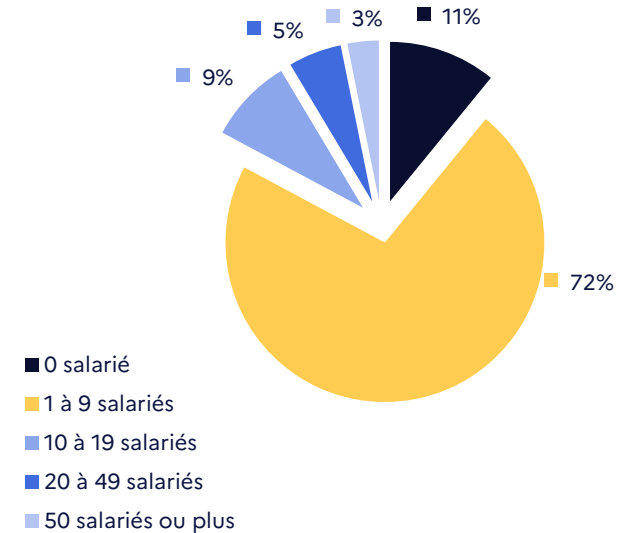
L'emploi total en Nouvelle-Aquitaine

Fin décembre 2023, plus de 2,6 millions d'emplois salariés et non salariés sont comptabilisés en Nouvelle-Aquitaine.



225 200 établissements actifs*
sont comptabilisés en Nouvelle-Aquitaine

Répartition des établissements en Nouvelle-Aquitaine selon leur taille en nombre de salariés



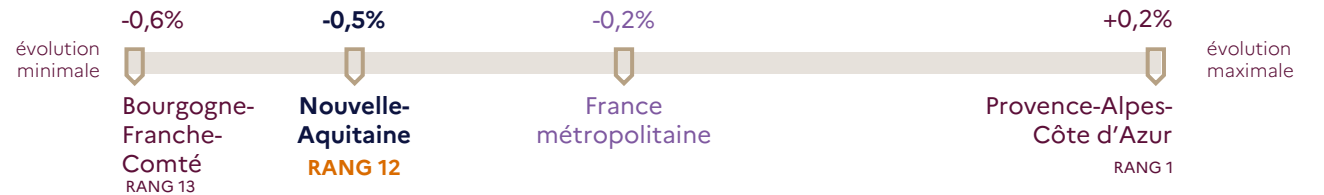
*établissements actifs employeurs hors secteur de la défense et hors particuliers employeurs fin 2023

L'emploi salarié en Nouvelle-Aquitaine

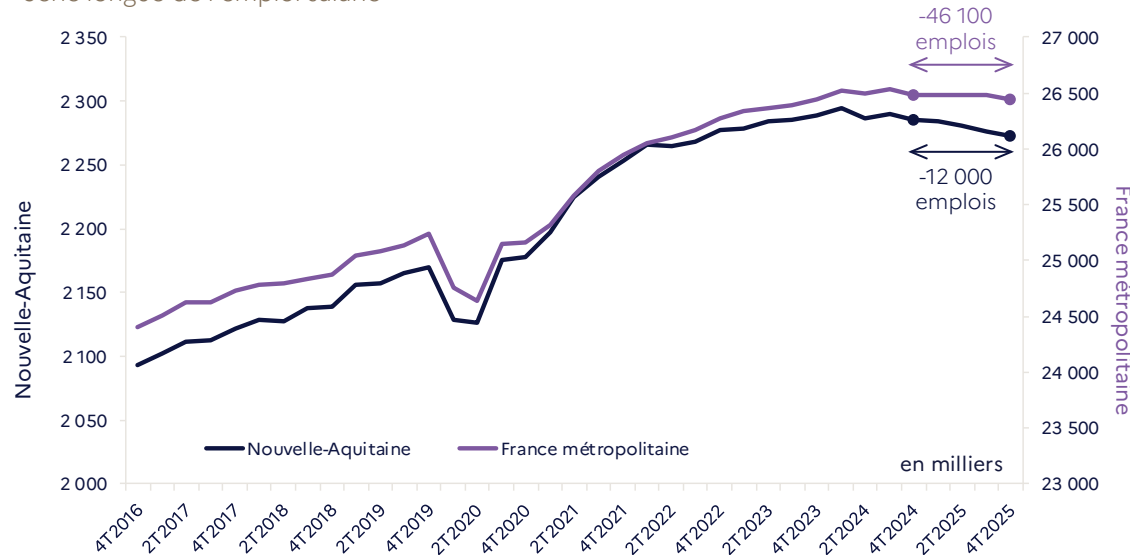
La région compte 2 273 100 salariés au 4^{ème} trimestre 2025. Sur un an, l'emploi salarié diminue de -0,5% en Nouvelle-Aquitaine (-0,2% en France métropolitaine). Cela représente 12 000 emplois salariés en moins dans la région.

En comparaison avec l'avant-crise, l'emploi salarié régional progresse de +4,8% (comme en France métropolitaine).

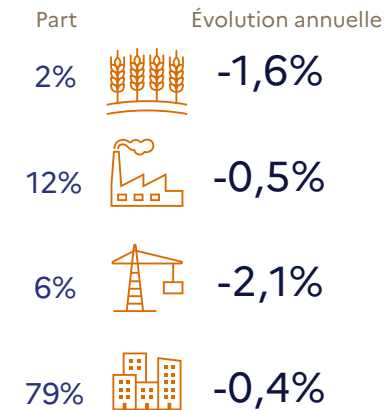
Évolution de l'emploi salarié
-0,5%
 (4T2025)
 sur un an



Série longue de l'emploi salarié



Part et évolution annuelle par secteurs



L'emploi salarié

dans les départements

Évolution de l'emploi salarié
-0,5%
 (4T2025)
 sur un an

Dix départements de la Nouvelle-Aquitaine enregistrent une baisse annuelle de l'emploi salarié au 4^{ème} trimestre 2025 parmi les douze départements de la région. Les évolutions annuelles s'échelonnent de -1,6% en Charente à +0,1% en Corrèze.

Évolution annuelle par secteur Nouvelle-Aquitaine

-1,6%



Gironde

Évolutions les plus favorables

Corrèze
 Creuse
 Pyrénées-Atlantiques

-0,5%



Charente
 Creuse

Corrèze
 Gironde

-2,1%



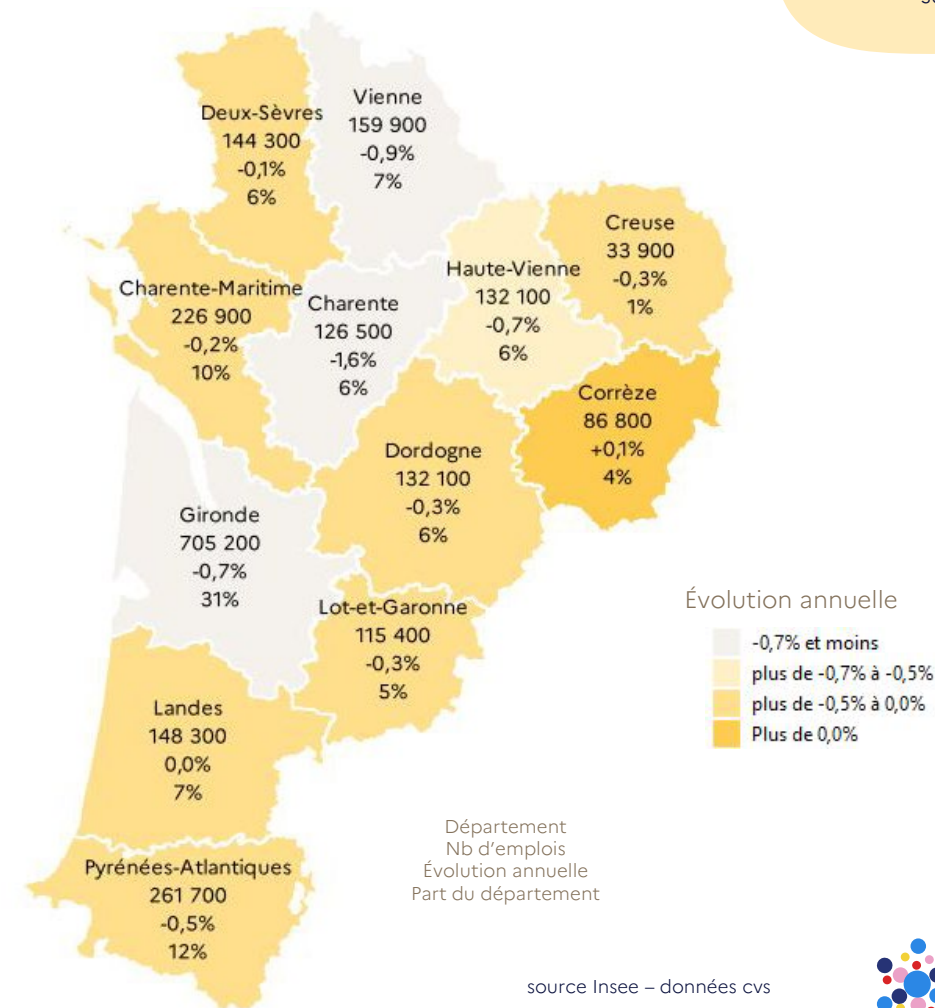
Charente-Maritime
 Gironde
 Landes

-0,4%



Charente
 Vienne

Landes



Évolution annuelle

- 0,7% et moins
- plus de -0,7% à -0,5%
- plus de -0,5% à 0,0%
- Plus de 0,0%

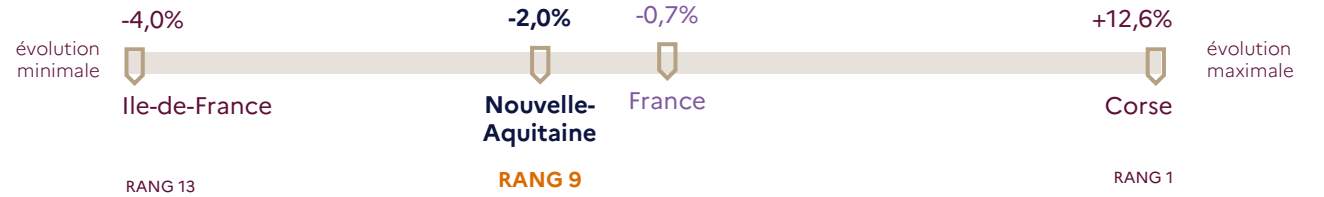
Département
 Nb d'emplois
 Évolution annuelle
 Part du département

L'emploi intérimaire en Nouvelle-Aquitaine

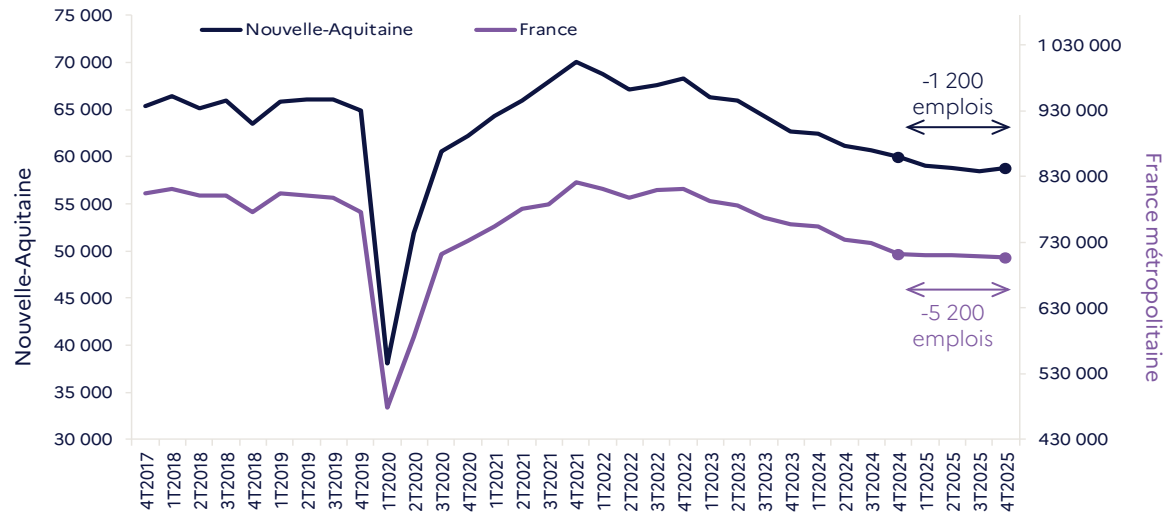
58 800 emplois intérimaires ont été comptabilisés au 4^{ème} trimestre 2025 en Nouvelle-Aquitaine (-2,0% en un an, -0,7% en France). La baisse annuelle de l'emploi intérimaire continue de ralentir depuis trois trimestres.

L'emploi intérimaire néo-aquitain est toujours inférieur à son niveau d'avant-crise avec -9,4% (-8,9% sur le plan national).

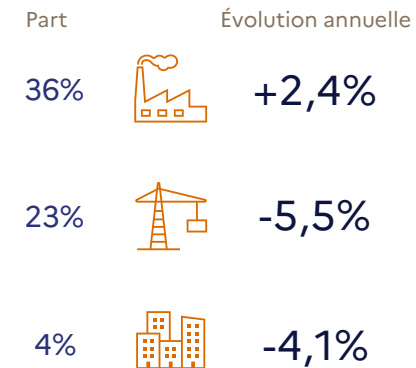
Évolution de l'intérim
-2,0%
 (4T2025)
 sur un an



Série longue de l'emploi intérimaire

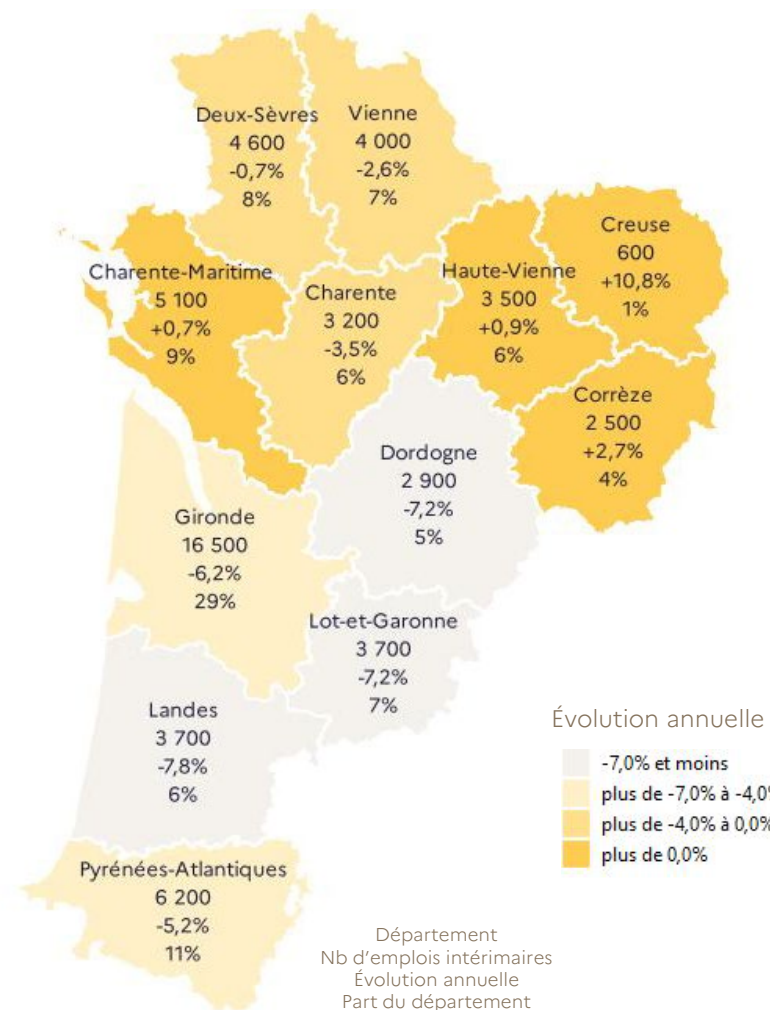


Part et évolution annuelle par secteurs



L'emploi intérimaire dans les départements

Sur un an, l'emploi intérimaire diminue dans huit départements de la région au 4^{ème} trimestre 2025. Les évolutions s'échelonnent de -7,8% dans les Landes à +10,8% dans la Creuse.



Évolution de l'intérim

-2,0%

(4T2025)

sur un an

Les recrutements en Nouvelle-Aquitaine

Le nombre total de recrutements (y compris intérim) de mai 2025 à avril 2026 augmente de +1,7% sur un an en Nouvelle-Aquitaine (+1,9% en France métropolitaine).

Les volumes de recrutements hors intérim et contrats de moins d'un mois diminuent de -0,8% (-0,6% sur le plan national). La hausse des recrutements en intérim ou pour des contrats de moins d'un mois atteint +2,3% (+2,4% en France métropolitaine).

Le nombre total de recrutements du mois d'avril 2026 est supérieur à celui d'avril 2025 (+2,8% contre -2,6% en France métropolitaine).

En comparaison avec la période d'avant-crise (année 2019), le nombre total de recrutements régional de mai 2025 à avril 2026 est supérieur de +5,5% (+11,2% sur le plan national).

⚠ Avertissement :

En raison d'une modification dans le formulaire de la déclaration d'embauche qui affecte la répartition CDD / CDI, l'Acoss invite à considérer avec beaucoup de prudence les données publiées sur la période d'avril à novembre 2025.

[Pour en savoir plus](#)

L'hébergement médicalisé pour personnes âgées, les arts du spectacle vivant et les activités hospitalières sont les 3 principaux secteurs ayant le plus recours à des contrats de moins d'un mois dans la région.

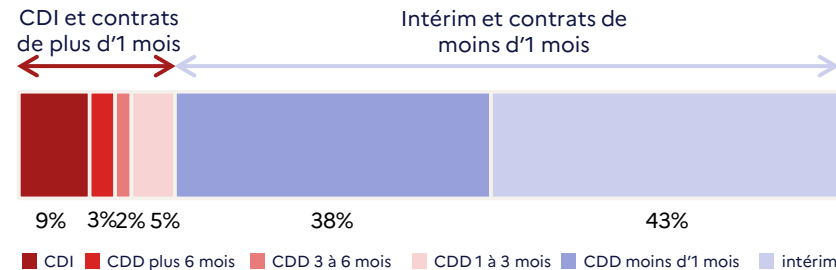
Évolution des recrutements

+1,7%

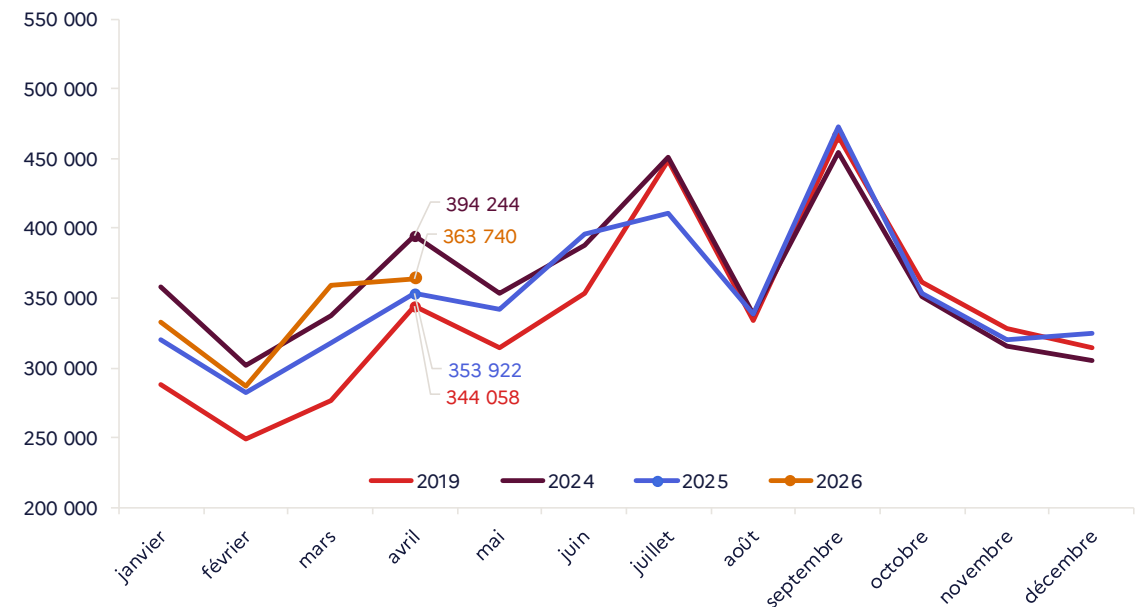
(mai 25 à avr 26)

sur un an

Répartition des recrutements (%)



Volume mensuel de recrutements sur plusieurs années

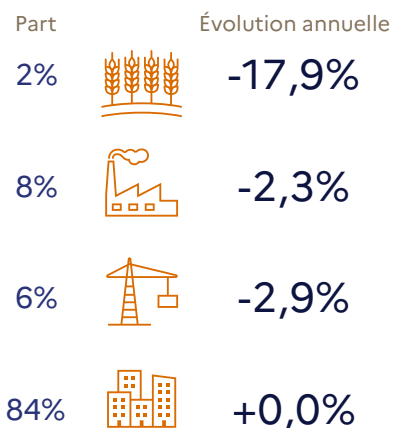


Les recrutements hors intérim et contrats de moins d'un mois par secteur

Le nombre de recrutements hors intérim et contrats de moins d'un mois de la période de mai 2025 à avril 2026 enregistre une légère baisse en Nouvelle-Aquitaine comparativement à la période de mai 2024 à avril 2025 (-0,8% contre -0,6% en France métropolitaine). Le nombre de recrutements reste orienté à la baisse pour la plupart des grands secteurs d'activité à l'exception des services.

Le nombre de recrutements régional hors intérim et contrats de moins d'un mois de mai 2025 à avril 2026 est supérieur à celui de la période d'avant-crise (+10,8% en Nouvelle-Aquitaine et +11,8% sur le plan national).

Part et évolution annuelle par secteurs



⚠ Avertissement :
En raison d'une modification dans le formulaire de la déclaration d'embauche qui affecte la répartition CDD / CDI, l'Accoss invite à considérer avec beaucoup de prudence les données publiées sur la période d'avril à novembre 2025
[Pour en savoir plus](#)

Évolution des recrutements hors intérim et contrats de moins d'un mois

-0,8%

(mai 25 à avr 26)
sur un an

Volume de recrutements et évolution du nombre de recrutements par secteurs d'activité

	à fin avril 2026	évolution annuelle	variation annuelle
Agriculture	17 440	↓ -17,9%	-3 810
Industrie	65 520	-2,3%	-1 510
Construction	45 240	↓ -2,9%	-1 330
Commerce	132 860	↓ -3,5%	-4 840
Services	550 410	+0,9%	+5 150
dont Transports et entreposage	30 130	-1,0%	-310
dont Hébergement et restauration	145 120	-0,4%	-650
dont Santé humaine et action sociale	114 010	↑ +7,1%	+7 540
Total	811 480	-0,8%	-6 340

Clé de lecture : Parmi les recrutements hors intérim et contrats de moins d'un mois, le secteur des Services a réalisé 550 410 recrutements sur la période de mai 2025 à avril 2026. Ce nombre a augmenté de +0,9% comparativement à la période de mai 2024 à avril 2025. Cela représente 5 150 recrutements supplémentaires.

↑ Indicateur en amélioration / à la période de comparaison

↓ Indicateur significativement en baisse par rapport au total / à la période de comparaison

Les recrutements hors intérim et contrats de moins d'un mois dans les départements

L'évolution annuelle du nombre de recrutements est orientée à la hausse dans 4 départements néo-aquitains pour la période de mai 2025 à avril 2026 et il est stable en Haute-Vienne. Les autres départements affichent une baisse du nombre de recrutements sur un an. Les évolutions s'échelonnent de -3,8% en Charente à +2,0% en Charente-Maritime.

Évolution annuelle par secteur Nouvelle-Aquitaine

-17,9%



Évolution les moins favorables

Charente
Corrèze
Gironde

Évolutions les plus favorables

Haute-Vienne

-2,3%



Charente
Landes
Lot-et-Garonne

Charente-Maritime
Corrèze
Creuse

-2,9%



Charente-Maritime
Pyrénées-Atlantiques

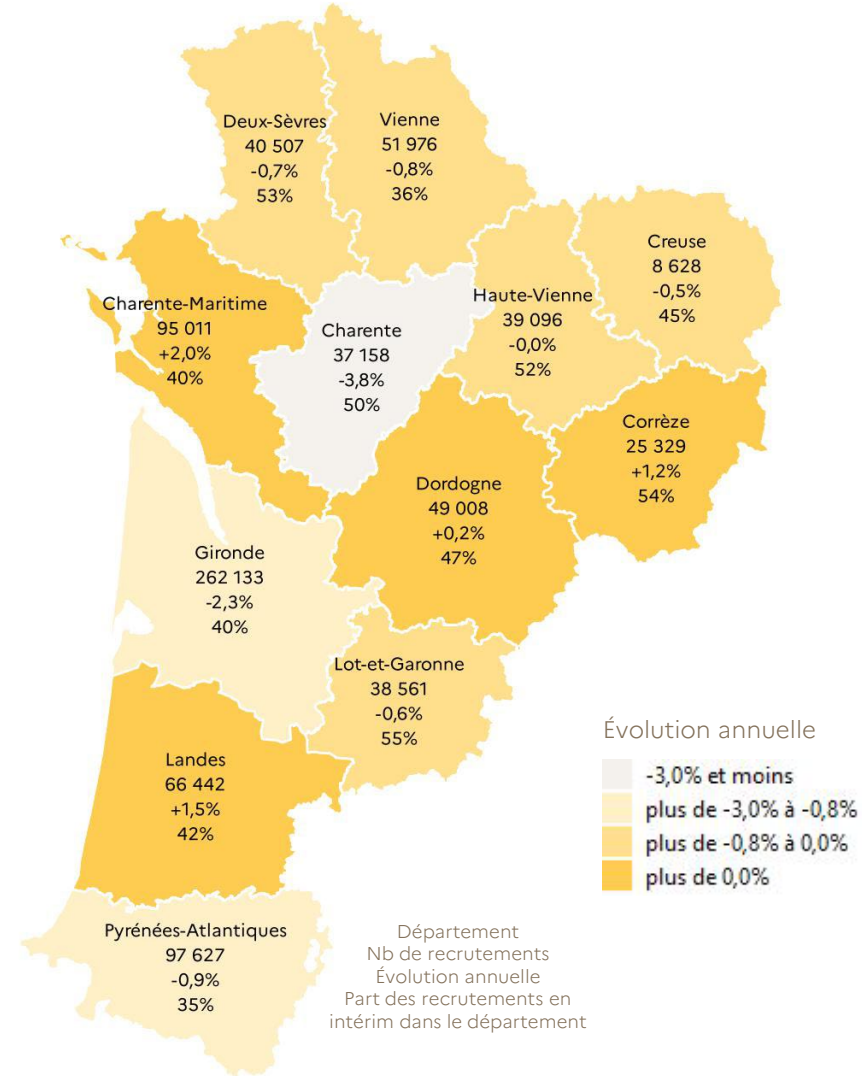
Corrèze
Creuse
Haute-Vienne

+0,0%



Charente

Charente-Maritime
Landes



Évolution des recrutements hors intérim et contrats de moins d'un mois
-0,8%
(mai 25 à avr 26)
sur un an

⚠ Avertissement :
En raison d'une modification dans le formulaire de la déclaration d'embauche qui affecte la répartition CDD / CDI, l'Acoss invite à considérer avec beaucoup de prudence les données publiées sur la période d'avril à novembre 2025
[Pour en savoir plus](#)

Les offres d'emploi enregistrées en Nouvelle-Aquitaine

Évolution des offres enregistrées

-15,7%

(mai 25 à avr 26)

sur un an

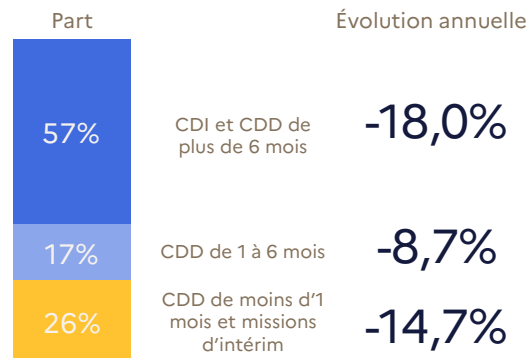
Plus de 328 500 offres d'emploi ont été enregistrées sur la période de mai 2025 à avril 2026 dans la région. Ce nombre a diminué de -15,7% par rapport à la période de mai 2024 à avril 2025 (-12,6% sur le plan national).

En comparaison avec l'avant-crise, le nombre d'offres d'emploi enregistrées est inférieur de -1,2% dans la région (-8,2% en France métropolitaine).

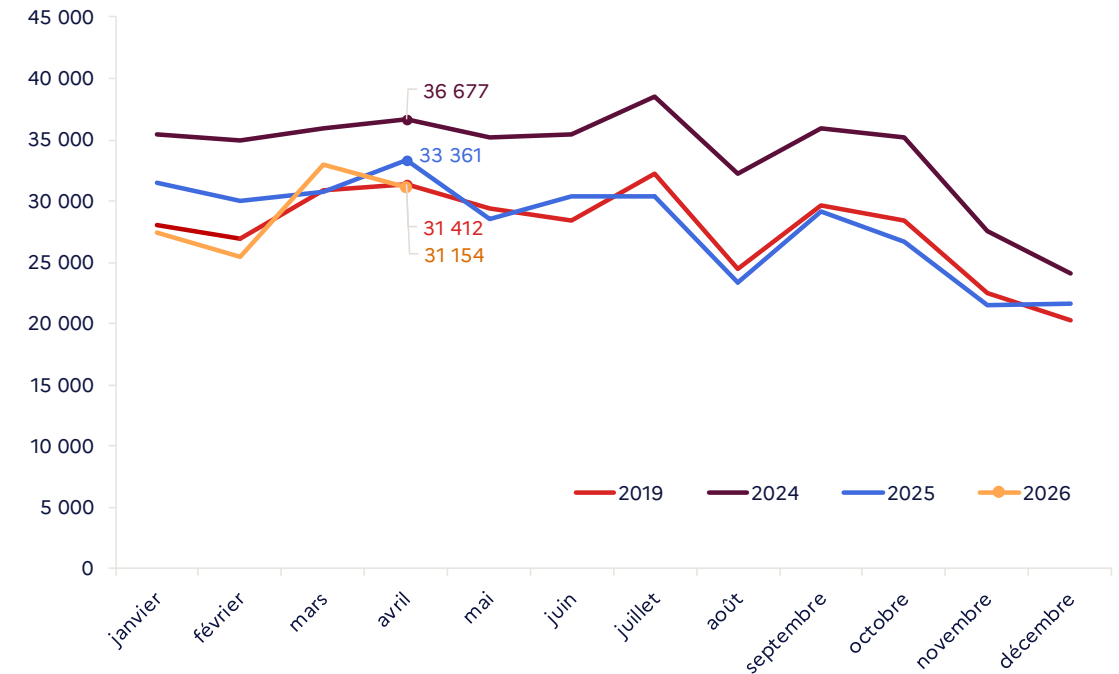
En un an, près de 61 300 offres de moins sont enregistrées sur 12 mois à fin avril 2026 en Nouvelle-Aquitaine (-410 100 en France métropolitaine).

57% des offres d'emploi enregistrées sur 12 mois à fin avril 2026 concernent des contrats durables (CDI et CDD de plus de 6 mois) dans la région. Leur nombre d'offres continue de diminuer (-18,0%). La baisse du nombre d'offres pour des contrats de courte durée continue de ralentir légèrement (-14,7%) : -6,8% pour les CDD de moins d'1 mois et -15,7% pour les missions d'intérim. La baisse du nombre d'offres pour les CDD de 1 à 6 mois ralentit également (-8,7%).

Part et évolution annuelle par type de contrat



Volume mensuel d'offres enregistrées sur plusieurs années



Les offres d'emploi enregistrées

par domaine professionnel



Évolution des offres enregistrées

-15,7%

(mai 25 à avr 26)

sur un an

Dans la région, le nombre d'offres enregistrées de mai 2025 à avril 2026 diminue nettement sur un an, dans tous les domaines professionnels.





Les domaines du Support à l'entreprise, du Commerce, de l'Agriculture et des Services à la personne et à la collectivité affichent les plus nets reculs annuels.

Clé de lecture : Parmi les offres d'emploi enregistrées, 42 810 offres ont été enregistrées entre mai 2025 et avril 2026 pour le domaine de la Construction. Ce nombre a reculé de -9,7% comparativement à la période un an auparavant (mai 2024 à avril 2025), soit 4 610 offres de moins.

 Indicateur en amélioration / à la période de comparaison

 Indicateur significativement en baisse par rapport au total / à la période de comparaison

Volume des offres d'emploi enregistrées et évolution par domaine professionnel

	à fin avril 2026		évolution annuelle	variation annuelle
Agriculture	12 620		-19,2%	-3 010
Industrie	40 780		-13,8%	-6 550
Installation et maintenance	24 440		-15,8%	-4 580
Construction	42 810		-9,7%	-4 610
Commerce	37 880		-19,5%	-9 180
Hôtellerie, restauration, tourisme et loisirs	37 070		-12,6%	-5 360
Transport et logistique	29 770		-12,9%	-4 420
Santé	18 420		-12,8%	-2 700
Services à la personne et à la collectivité	55 920		-18,2%	-12 400
Support à l'entreprise	22 530		-22,7%	-6 620
Total	328 520		-15,7%	-61 290

Les offres d'emploi enregistrées

par département

Évolution des offres enregistrées

-15,7%

(mai 25 à avr 26)

sur un an

Le nombre d'offres enregistrées par département diminue dans onze des douze départements néo-aquitains. Le département de la Dordogne reste le seul à enregistrer une progression annuelle du nombre d'offres. Sur un an, les évolutions s'échelonnent de -24,2% dans les Landes à +2,3% en Dordogne.

Évolution annuelle par secteur Nouvelle-Aquitaine



Corrèze
Vienne



Charente-Maritime
Gironde
Landes
Lot-et-Garonne



Charente-Maritime
Gironde
Landes



Corrèze
Gironde
Landes



Indicateur en amélioration / à la période de comparaison



Indicateur dégradé / à la période de comparaison

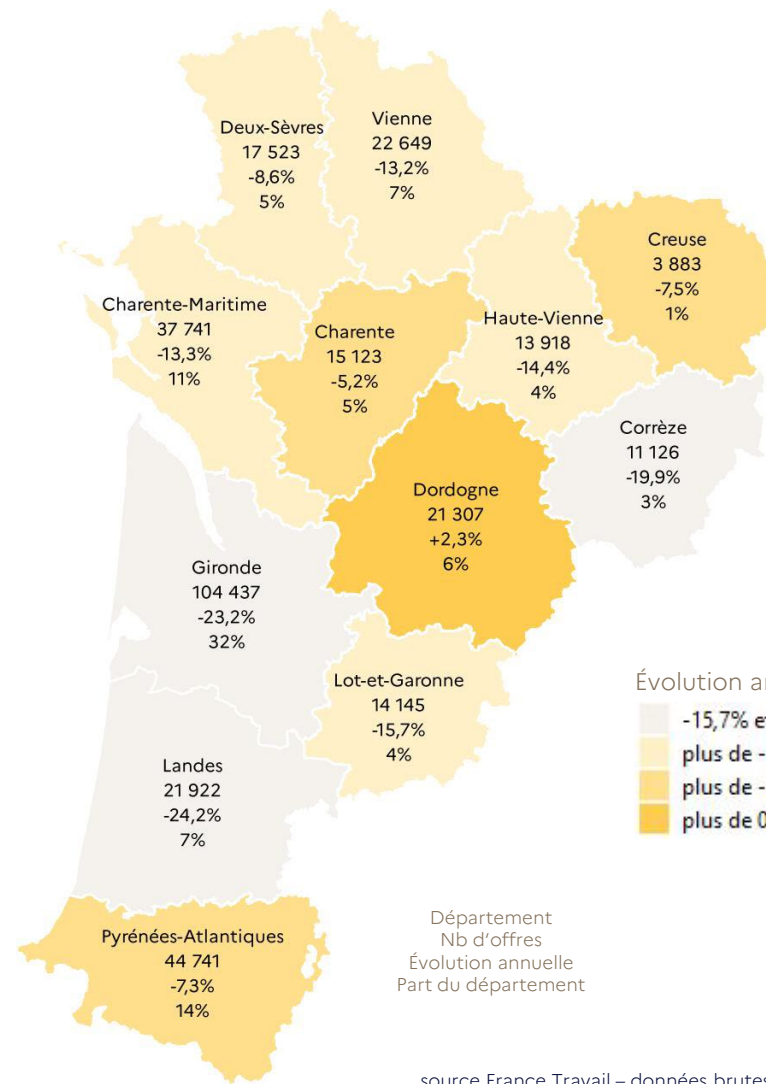
Évolutions les plus favorables

Landes
Pyrénées-Atlantiques
Deux-Sèvres

Charente
Dordogne
Deux-Sèvres

Creuse
Dordogne
Vienne

Dordogne



Évolution annuelle

- 15,7% et moins
- plus de -15,7% à -8,0%
- plus de -8,0% à 0%
- plus de 0%

Département
Nb d'offres
Évolution annuelle
Part du département

Les créations d'entreprises

Évolution des créations d'entreprises
+10,4%
(1T2026)
sur un an

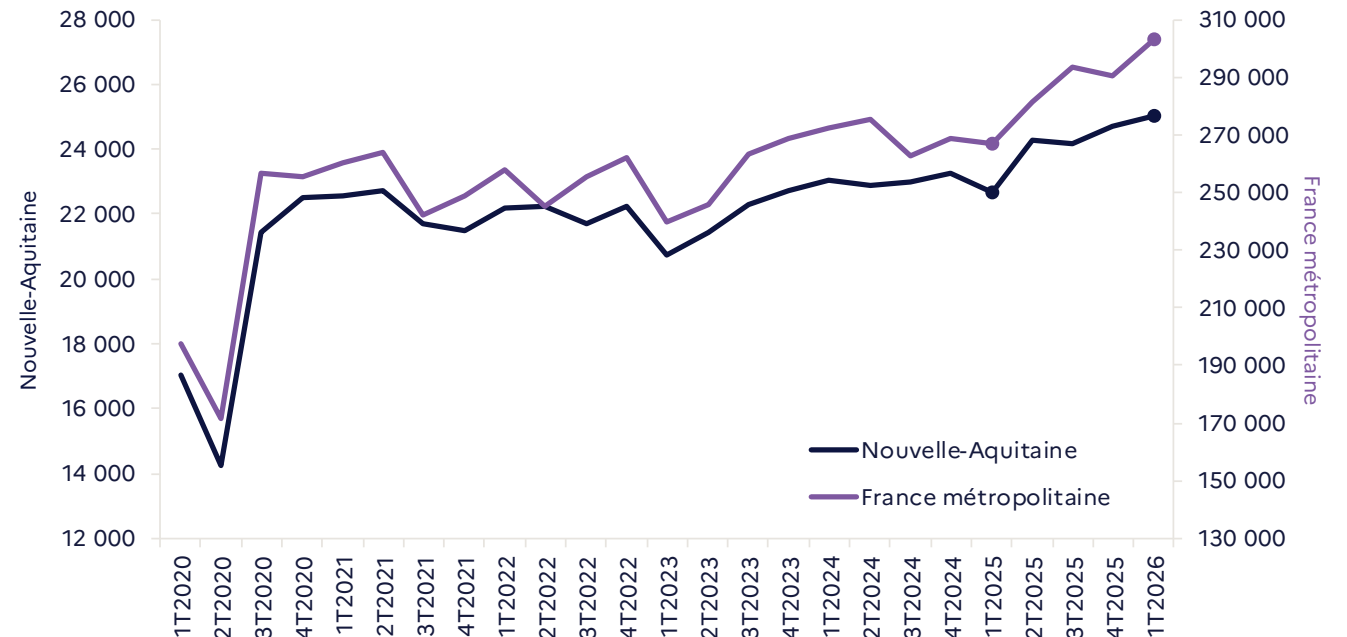
Au 1^{er} trimestre 2026, le nombre trimestriel de créations d'entreprises progresse de +10,4% sur un an en Nouvelle-Aquitaine (+13,4% en France métropolitaine).

Au cours du 1^{er} trimestre 2026, plus de 25 000 créations d'entreprises ont été enregistrées en Nouvelle-Aquitaine (y compris micro-entrepreneurs), un nombre en hausse en comparaison avec le 1^{er} trimestre 2025.

L'ensemble des grands secteurs d'activité enregistrent une augmentation des créations d'entreprise dans la région. Le secteur des services affiche une nette hausse du nombre de créations tandis que le secteur de la construction enregistre une progression plus modérée.

Champ : ensemble des activités marchandes hors agriculture.
Note : les créations d'entreprises sont corrigées des jours ouvrables et corrigées des variations saisonnières (CJO-CVS).
Source : Insee, REE (Répertoire des Entreprises et des Établissements - Sirene).

Série longue du volume trimestriel de créations d'entreprises



Les défaillances d'entreprises

Évolution des défaillances d'entreprises
+10,9%
(1T2026)
sur un an

Entre avril 2025 et mars 2026, près de 6 800 défaillances d'entreprises ont été enregistrées en Nouvelle-Aquitaine, soit un volume en hausse annuelle de +10,9% (+4,8% en France métropolitaine).

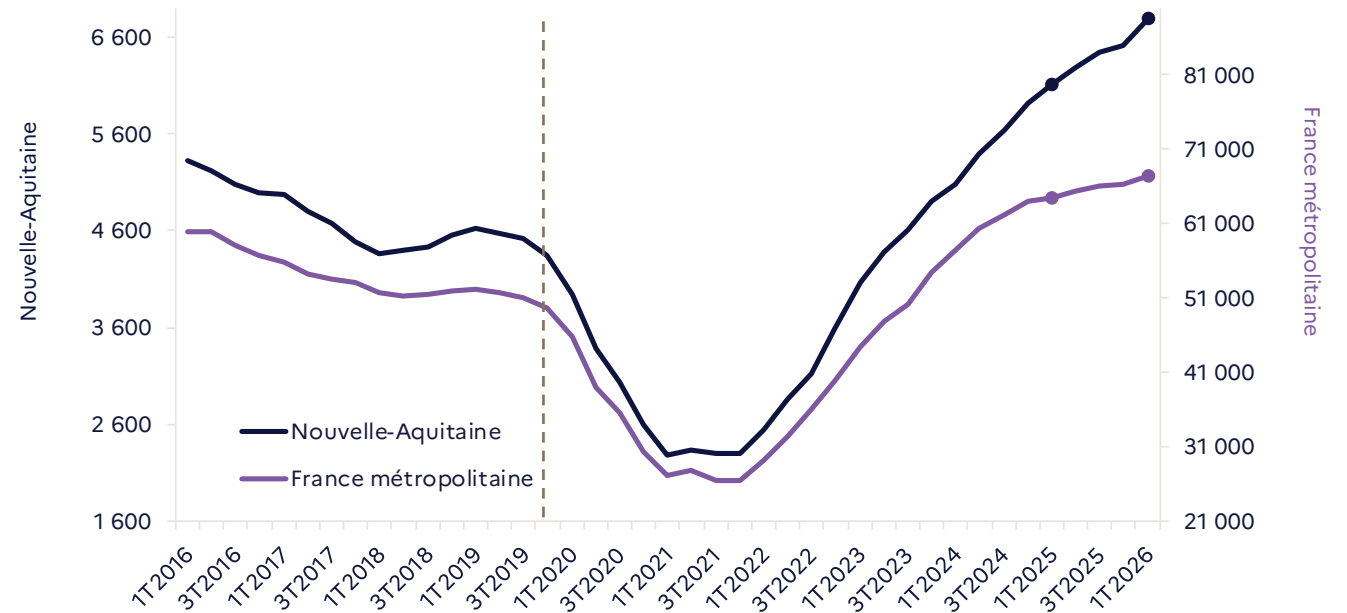
En Nouvelle-Aquitaine, seul le secteur des activités immobilières connaît une baisse du nombre annuel de défaillances. Les évolutions calculées correspondent à la comparaison du nombre de défaillances sur 4 trimestres, arrêté au 1^{er} trimestre 2026 avec les 4 trimestres précédents, arrêtés au 1^{er} trimestre 2025.

En proportion, les secteurs Enseignement, santé humaine, action sociale et services aux ménages, Activités financières et d'assurance et Agriculture, sylviculture et pêche enregistrent les plus fortes hausses du nombre de défaillances entre ces deux périodes.

En nombre, le secteur Construction compte de nombreuses défaillances équivalentes aux secteurs précédemment cités.

Note : données brutes au 18 mai 2026, en date de jugement.
Chaque point correspond au nombre de défaillances sur les quatre derniers trimestres glissants.
Source : Insee

Série longue du volume sur 4 trimestres glissants de défaillances d'entreprises



Enquête Besoins en main d'œuvre

Projets 2026

Les entreprises de la région Nouvelle-Aquitaine envisagent 248 800 projets de recrutement pour l'année 2026.



Nombre de
projets de
recrutements

248 800

année 2026

	Nouvelle-Aquitaine	France métropolitaine
Part d'établissements envisageant de recruter	24,3%	23,3%
Nombre de projets de recrutement	248 800 (-7,7% sur un an)	2 275 000 (-6,7% sur un an)
Part de projets saisonniers	43%	33%
Part de projets dont le recrutement est jugé difficile	50%	44%

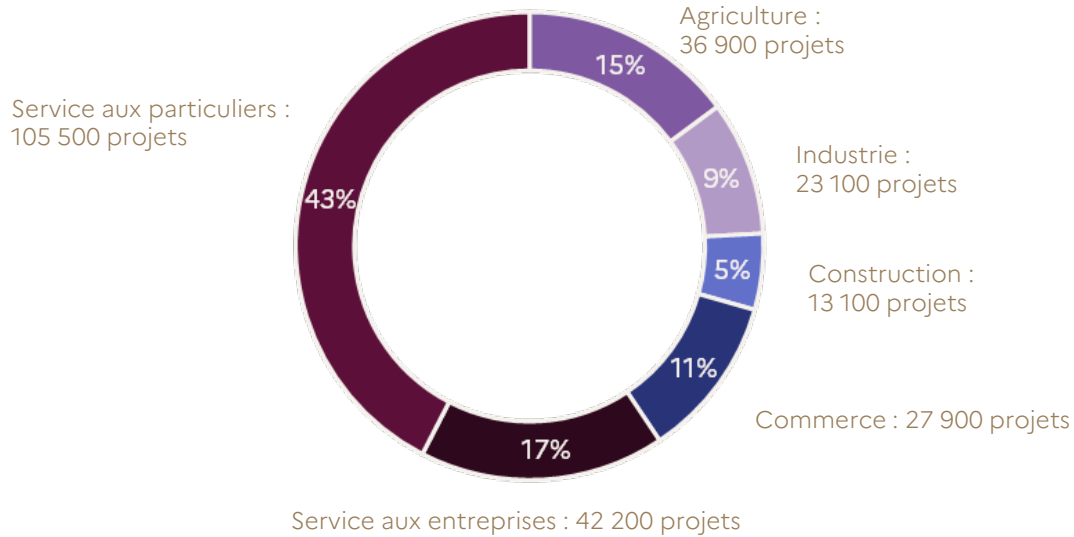
En 2026, le nombre de projets de recrutement recule en Nouvelle-Aquitaine dans un contexte économique incertain. Ce repli est commun à l'ensemble des régions françaises. Il est cette année inférieur au nombre d'avant crise. La part importante de projets saisonniers reste une caractéristique de la région par rapport au niveau national. Avec 7 points de moins sur un an, la proportion de projets dont le recrutement est jugé difficile diminue de nouveau en Nouvelle-Aquitaine. Si l'industrie résiste, les autres secteurs sont touchés mais certains métiers restent très demandés.

Note : Les résultats de cette étude reposent sur les réponses des employeurs fin 2025 quant à leurs intentions d'embauches et leurs difficultés de recrutement anticipées pour 2026.

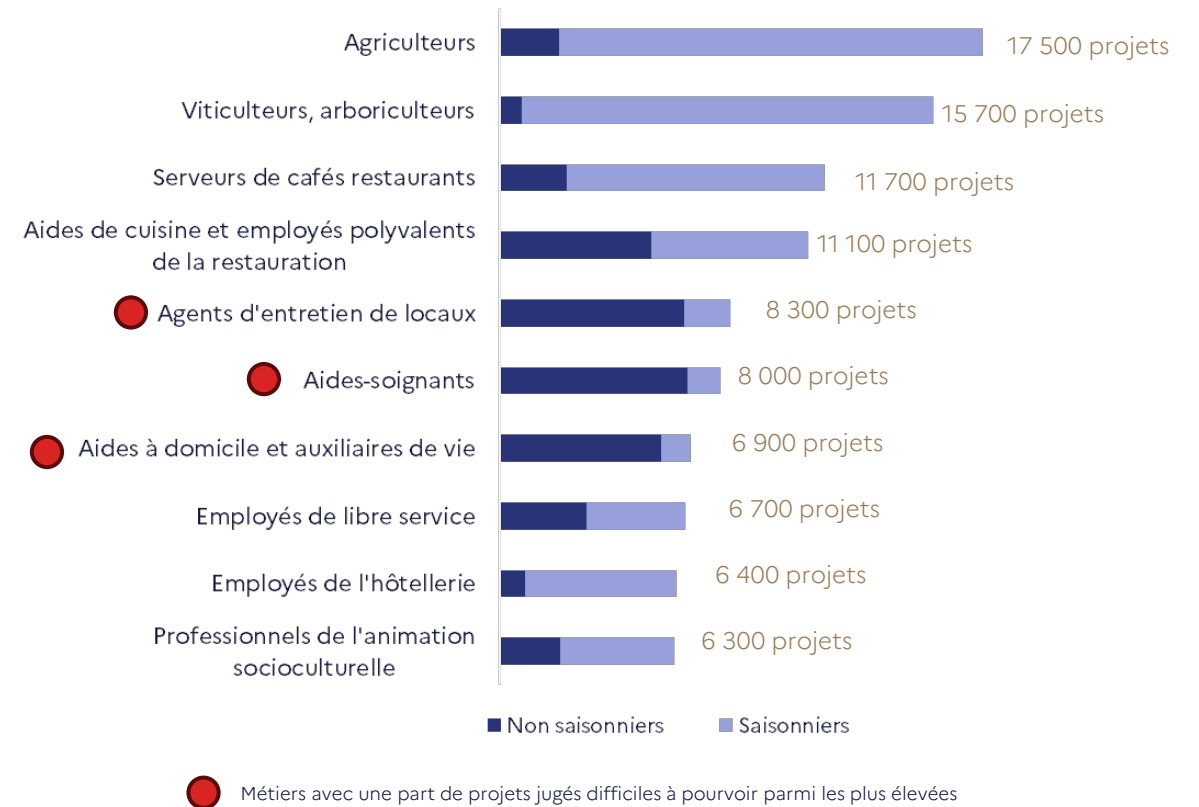
Enquête Besoins en main d'œuvre

Répartition des projets de recrutement par secteur d'activité

Nombre de projets de recrutements
248 800
année 2026



Les 10 premiers métiers en nombre de recrutement



- En lien avec la structure de l'emploi régionale, l'Agriculture est nettement surreprésentée dans la région (36 900 projets de recrutement). Les métiers d'agriculteurs et de viticulteurs, arboriculteurs sont ceux qui présentent le plus grand nombre de projets de recrutement majoritairement pour des recrutements saisonniers.
- Près de 6 intentions d'embauche sur 10 dans la région sont issues des services aux particuliers et aux entreprises. Plusieurs métiers liés au tourisme, secteur prépondérant en région Nouvelle-Aquitaine, figurent parmi le TOP10 des métiers en nombre de recrutements, par exemple les serveurs de cafés restaurants.
- Pour 2026, à l'exception de l'industrie dont le nombre de projets croît de +3%, le nombre de projets de recrutement ralentit dans les principaux secteurs d'activités, mais avec une intensité un peu plus forte dans l'agriculture (-17%) que dans les autres principaux secteurs d'activités (entre -3% et -13%).
- Par activités détaillées, une hausse des projets de recrutement est envisagée par les employeurs dans 4 secteurs (sur 24) : l'industrie agroalimentaire, le matériel de transport, les autres industries manufacturières et les industries extractives, énergie, gestion déchets.

Enquête Besoins en main d'œuvre

Répartition des projets de recrutement par département

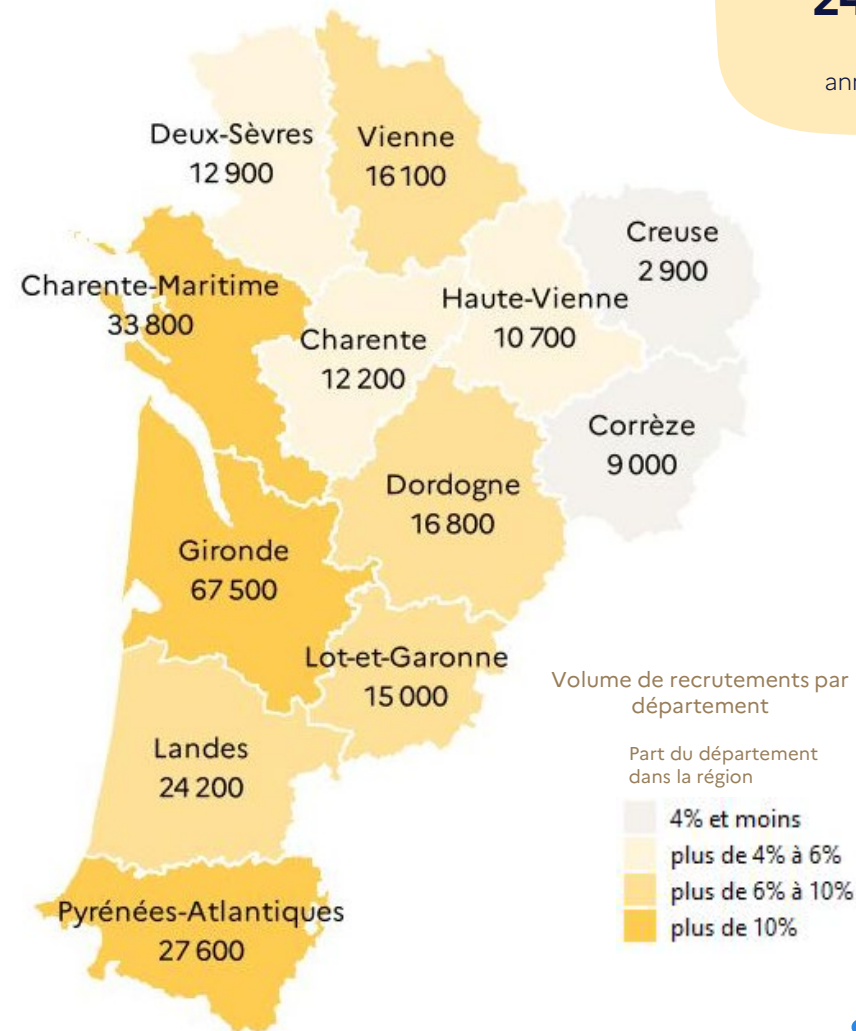


Nombre de
projets de
recrutements

248 800

année 2026


- La part d'établissements recruteurs varie de 20% dans la Creuse à 28% en Charente-Maritime et en Lot-et-Garonne.
- Le nombre de projets de recrutement varie de 2 900 dans la Creuse à plus de 67 500 en Gironde.
- Les 4 départements de la façade atlantique sont ceux qui concentrent le plus de projets.
- La part de projets non saisonniers varie de 41% dans les Landes à 70% dans la Creuse et les Deux-Sèvres.
- Au sein de la région, la part de projets jugés difficiles à pourvoir par les employeurs laisse apparaître des disparités. Le taux s'étend de 47% en Gironde, dans les Landes et la Vienne à 62% en Corrèze.



03

Évolution des inscrits à France Travail

Le taux de chômage

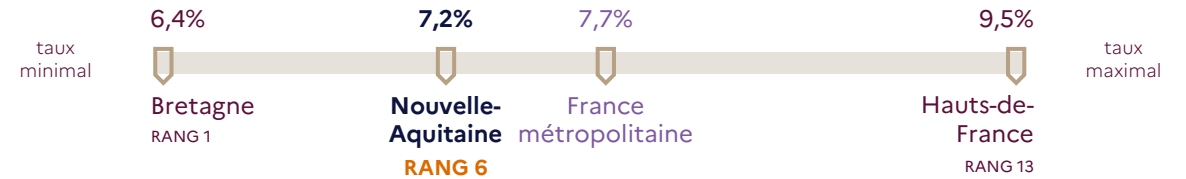
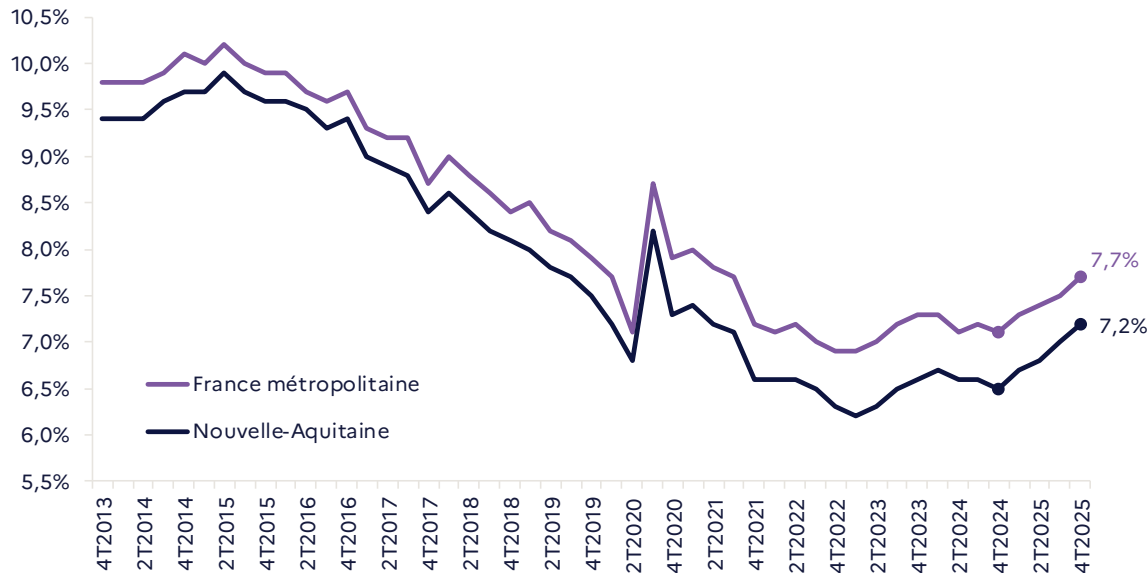


Taux de chômage
7,2%
(4T2025)
sur un an **+0,7 pt**

En Nouvelle-Aquitaine, le taux de chômage atteint 7,2% au 4^{ème} trimestre 2025 (7,7% en France métropolitaine). Il augmente de +0,7 point sur un an dans la région et de +0,6 point en France métropolitaine.

Le taux de chômage est inférieur de -0,3 point par rapport à son niveau d'avant-crise dans la région (-0,2 point en France métropolitaine).


Série longue du taux de chômage



En France métropolitaine, le taux de chômage du 1^{er} trimestre 2026 est de 7,9%, soit une hausse de +0,7 point sur un an.

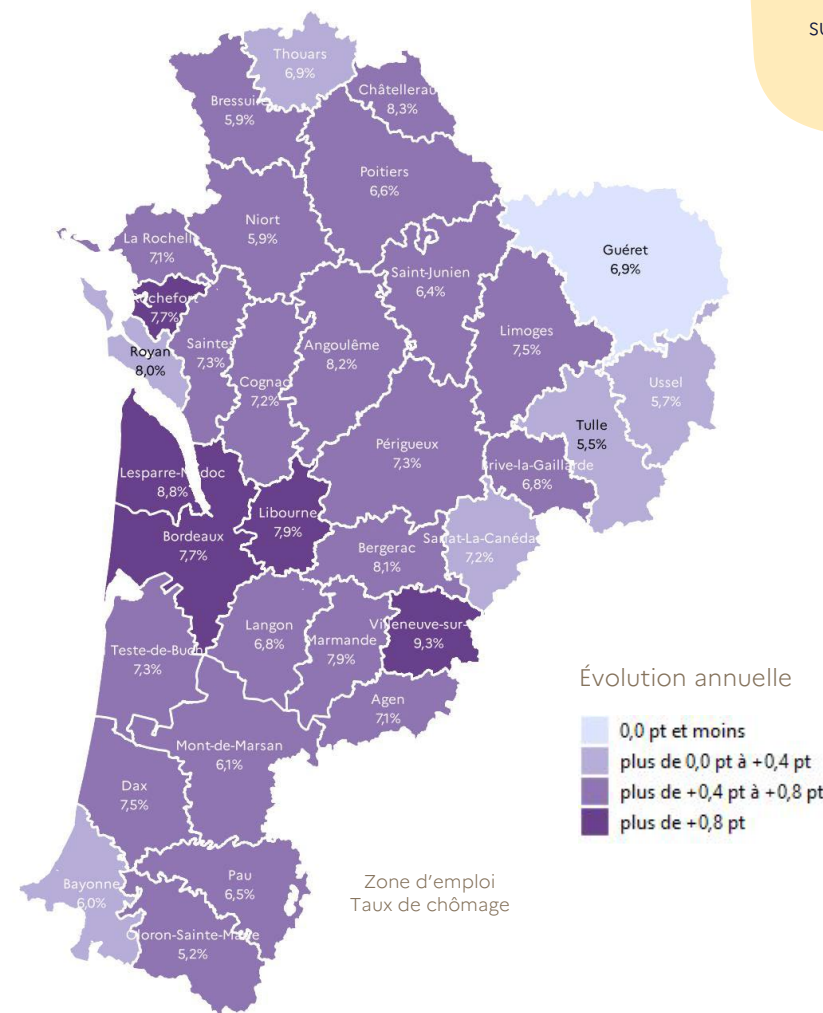
Les données régionales et départementales du 1^{er} trimestre 2026 ne sont pas disponibles à la date de diffusion de ce document.

Le taux de chômage en Nouvelle-Aquitaine

 Taux de chômage **7,2%** (4T2025) sur un an **+0,7 pt**

En comparaison avec le 4^{ème} trimestre 2024, le taux de chômage reste stable en Creuse au 4^{ème} trimestre 2025 et augmente dans les onze autres départements néo-aquitains. Ces évolutions s'échelonnent de +0,2 point en Corrèze à +0,9 point en Gironde. L'évolution annuelle du taux est également hétérogène parmi les zones d'emploi. Les plus fortes hausses du taux concernent les zones d'emploi de Bordeaux, Lesparre-Médoc (+1,0 pt), Villeneuve-sur-Lot et Rochefort (+0,9 pt sur un an).

Département	4T2025	évolution annuelle
Charente	7,9%	+0,6
Charente-Maritime	7,4%	+0,6
Corrèze	6,0%	+0,2
Creuse	6,9%	+0,0
Dordogne	7,5%	+0,6
Gironde	7,6%	+0,9
Landes	7,0%	+0,5
Lot-et-Garonne	7,9%	+0,8
Pyrénées-Atlantiques	6,1%	+0,5
Deux-Sèvres	5,9%	+0,4
Vienne	6,9%	+0,7
Haute-Vienne	7,3%	+0,6



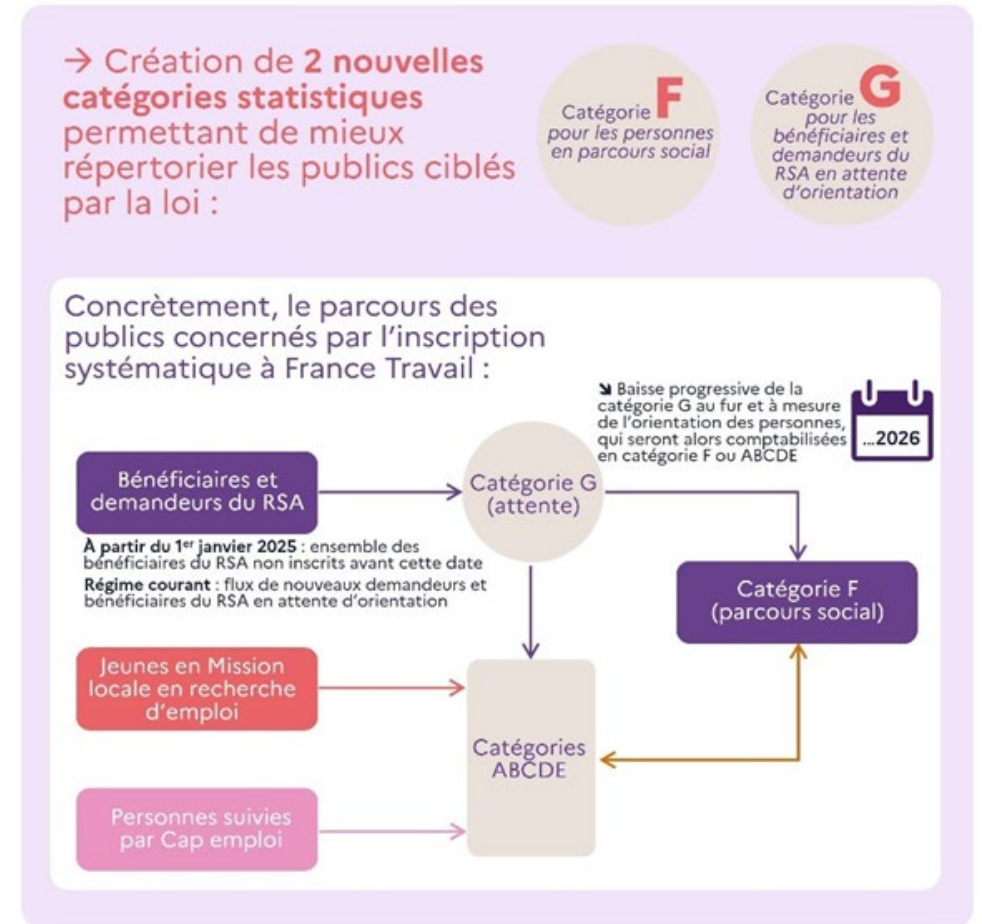
Évolutions des statistiques sur les inscrits à France Travail à partir de janvier 2025

Les statistiques sur les inscrits à France Travail sont impactées depuis le 1^{er} janvier 2025 par la mise en œuvre de la loi pour le plein emploi.

Les principaux changements impactant sont :

- l'inscription systématique de toutes les personnes à la recherche d'un emploi
- l'évolution de la procédure d'actualisation
- la mise en place en juin 2025 du nouveau décret sanction
- l'intégration des bénéficiaires du RSA par les conseils départementaux


En raison de ces différents changements, les évolutions du nombre d'inscrits à France Travail depuis janvier 2025 sont difficilement interprétables et ne reflètent pas la conjoncture actuelle.



Les inscrits à France Travail en fin de mois

La demande d'emploi en catégories ABC augmente sur an de +1,1% au 1^{er} trimestre 2026 en Nouvelle-Aquitaine et de +0,3% en France métropolitaine.

Le nombre de demandeurs d'emploi en catégories ABC néo-aquitain reste légèrement inférieur à celui d'avant-crise (-0,4% en région contre -0,2% sur le plan national).



DEFM ABC

+1,1%

(1T2026)

sur un an

	Inscrits à France Travail au 1T2026	Nouvelle-Aquitaine				France métropolitaine			
		nombre	évolution annuelle	évolution val. abs	Part catégorie	nombre	évolution annuelle	évolution val. abs	Part catégorie
⚠	DEFM cat. A	255 200	-1,4%	-3 560	45%	3 088 200	-2,5%	-79 800	50%
⚠	DEFM cat. B	83 760	+5,0%	+4 000	15%	830 500	+5,7%	+44 900	14%
⚠	DEFM cat. C	153 500	+3,3%	+4 880	27%	1 532 600	+3,6%	+52 900	25%
	DEFM cat. D	35 060	+3,5%	+1 170	6%	328 100	-2,8%	-9 400	5%
	DEFM cat. E	38 480	-4,8%	-1 940	7%	371 400	-3,7%	-14 100	6%
⚠	DEFM cat. BC	237 260	+3,9%	+8 880	42%	2 363 100	+4,3%	+97 700	38%
⚠	DEFM cat. ABC	492 450	+1,1%	+5 310	87%	5 451 300	+0,3%	+17 900	89%
	DEFM cat. ABCDE	566 000	+0,8%	+4 550	100%	6 150 800	-0,1%	-5 600	100%
⚠	inscrits en cat. F*	31 700	-	-	-	372 600	-	-	-
⚠	inscrits en cat. G*	50 810	-	-	-	569 900	-	-	-

⚠ Avertissement :
 La mise en œuvre de la loi pour le plein emploi en janvier 2025 et différents changements de procédure, dont ceux sur l'actualisation et celui sur le décret sanction en juin 2025, ont impacté les statistiques sur les inscrits à France Travail.

 En raison de ces modifications, l'évolution du nombre d'inscrits à France Travail à partir de janvier 2025 n'est pas le reflet de la conjoncture actuelle.

En raison de la gestion des arrondis, les totaux peuvent très légèrement différer de la somme de leurs sous-totaux.
 * Les données du tableau sont corrigées des variations saisonnières sauf ces deux catégories F et G qui sont des données brutes.



La Demande d'Emploi en Fin de Mois

catégories ABCDE

Sur un an, la demande d'emploi en fin de mois (cat. ABCDE) augmente de +0,8%, soit +4 600 personnes.

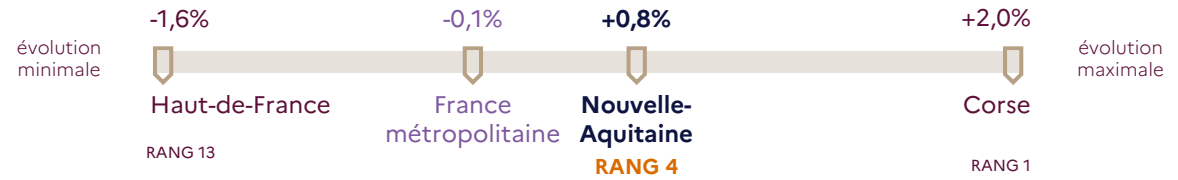
Le nombre de demandeurs d'emploi (cat. ABCDE) est légèrement supérieur à celui d'avant-crise en Nouvelle-Aquitaine : +3 500 personnes par rapport au 4^{ème} trimestre 2019, soit +0,6% (+0,7% également en France métropolitaine).

DEFM ABCDE

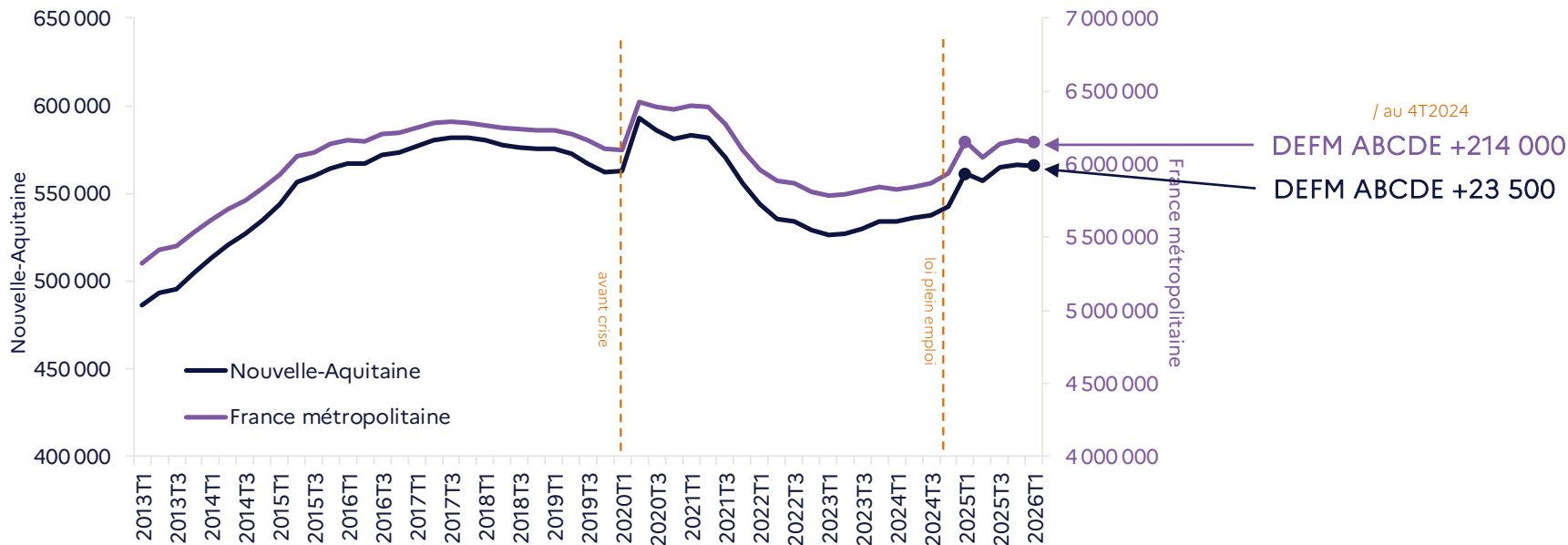
+0,8%

(1T2026)

sur un an



Série longue de la demande d'emploi cat. ABCDE



⚠ Avertissement :
 La mise en œuvre de la loi pour le plein emploi en janvier 2025 et différents changements de procédure, dont ceux sur l'actualisation et celui sur le décret sanction en juin 2025, ont impacté les statistiques sur les inscrits à France Travail.

En raison de ces modifications, l'évolution du nombre d'inscrits à France Travail à partir de janvier 2025 n'est pas le reflet de la conjoncture actuelle.

La Demande d'Emploi en Fin de Mois

catégories ABC

DEFM ABC

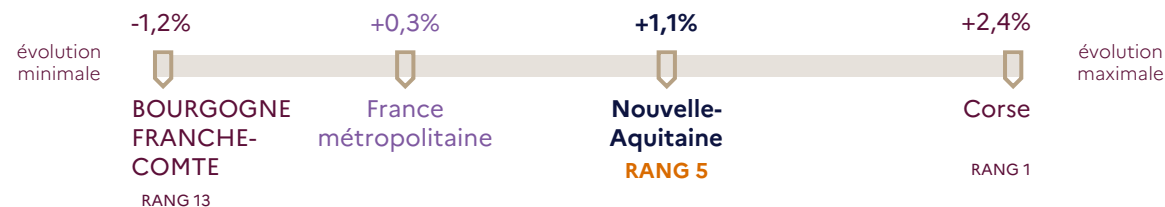
+1,1%

(1T2026)

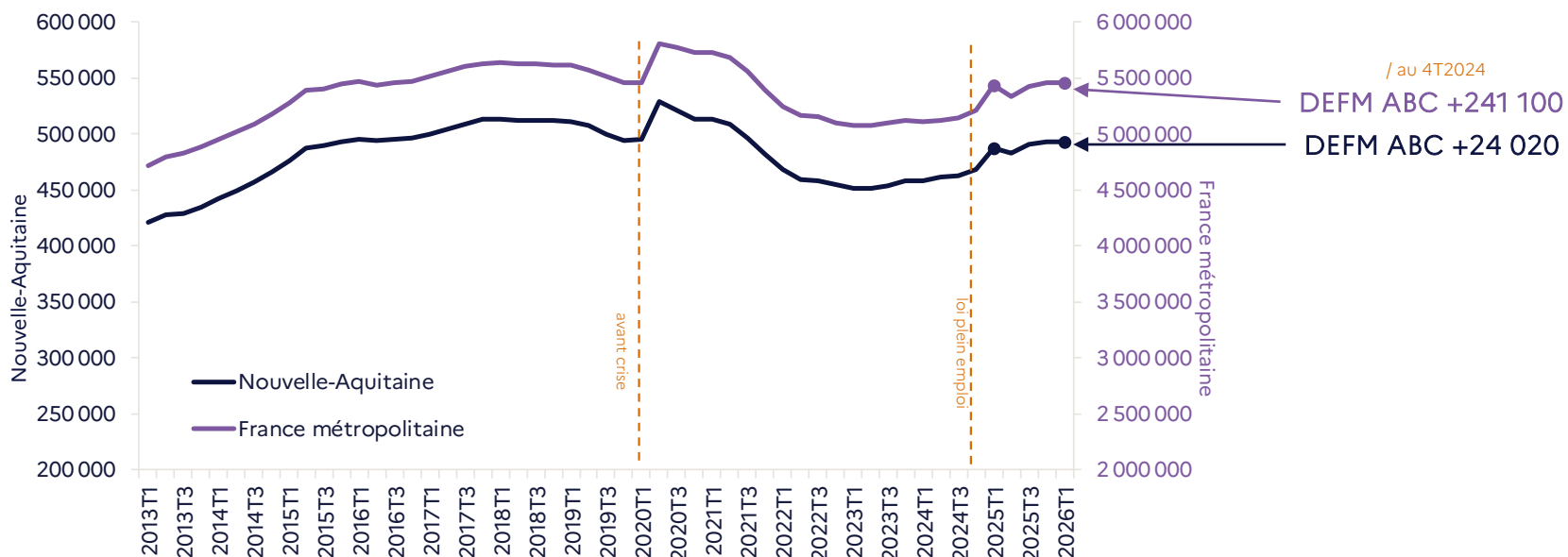
sur un an

Au 1^{er} trimestre 2026, la demande d'emploi en fin de mois (cat. ABC) augmente de +1,1% sur un an, soit +5 320 personnes (+0,3% sur le plan national).

Le nombre de demandeurs d'emploi (cat. ABC) est légèrement inférieur à celui d'avant-crise : -1 930 personnes par rapport au 4^{ème} trimestre 2019, soit -0,4% (-0,2% sur le plan national).



Série longue de la demande d'emploi cat. ABC



⚠ Avertissement :
La mise en œuvre de la loi pour le plein emploi en janvier 2025 et différents changements de procédure, dont ceux sur l'actualisation et celui sur le décret sanction en juin 2025, ont impacté les statistiques sur les inscrits à France Travail.

En raison de ces modifications, l'évolution du nombre d'inscrits à France Travail à partir de janvier 2025 n'est pas le reflet de la conjoncture actuelle.

La Demande d'Emploi en Fin de Mois

catégorie A

DEFM A

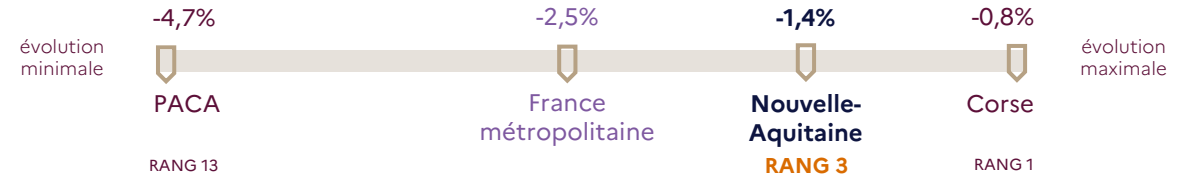
-1,4%

(1T2026)

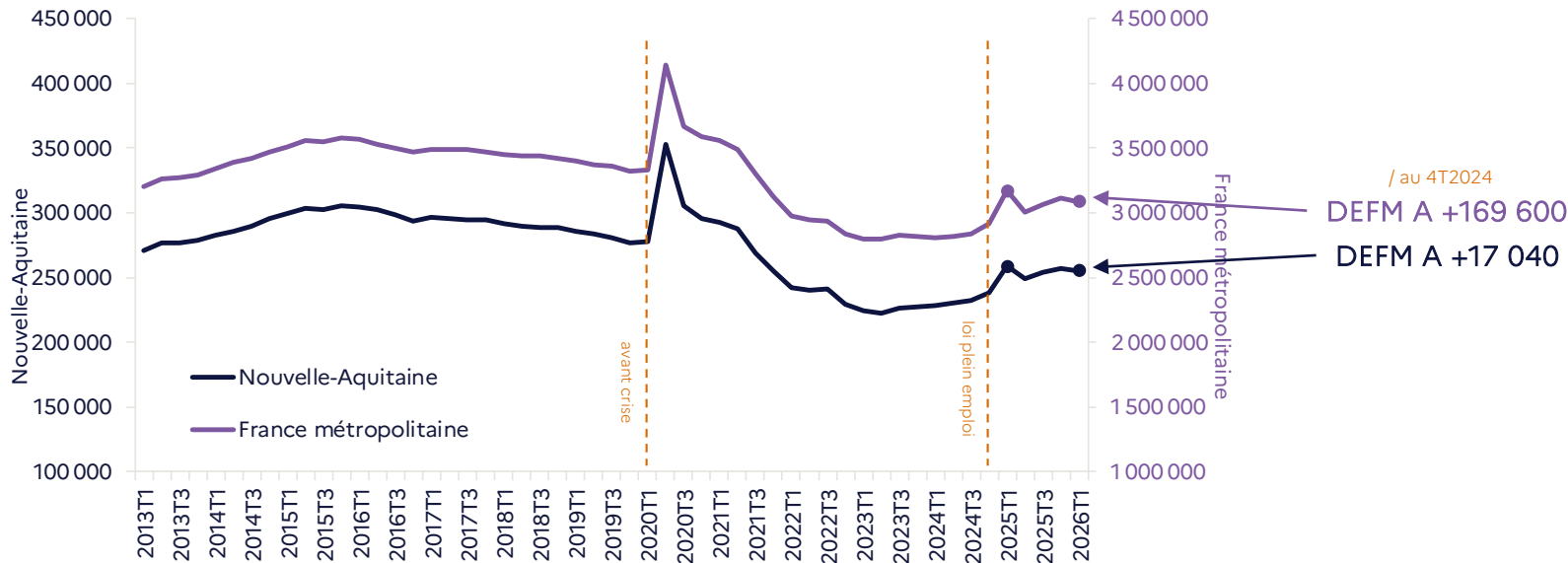
sur un an

Au 1^{er} trimestre 2026, la demande d'emploi en fin de mois (cat. A) augmente de -1,4% sur un an en Nouvelle-Aquitaine, soit -3 560 personnes (-2,5% sur le plan national).

Le nombre de demandeurs d'emploi néo-aquitains (cat. A) est inférieur à celui d'avant-crise : -21 150 personnes par rapport au 4^{ème} trimestre 2019, soit -7,7% (-7,0% sur le plan national).



Série longue de la demande d'emploi cat. A



⚠ Avertissement :
La mise en œuvre de la loi pour le plein emploi en janvier 2025 et différents changements de procédure, dont ceux sur l'actualisation et celui sur le décret sanction en juin 2025, ont impacté les statistiques sur les inscrits à France Travail.

En raison de ces modifications, l'évolution du nombre d'inscrits à France Travail à partir de janvier 2025 n'est pas le reflet de la conjoncture actuelle.

La Demande d'Emploi en Fin de Mois

des jeunes (cat. A et ABC)

Au 1^{er} trimestre 2026, le nombre de jeunes demandeurs d'emploi âgés de moins de 25 ans inscrits en cat. A est en baisse annuelle : -9,3%, soit -4 380 demandeurs d'emploi (-10,6% en France métropolitaine, soit -59 300 demandeurs d'emploi).

La demande d'emploi des jeunes inscrits en cat. ABC est en baisse annuelle de -2,6%, soit -1 860 demandeurs d'emploi en région et -3,8% sur le plan national.

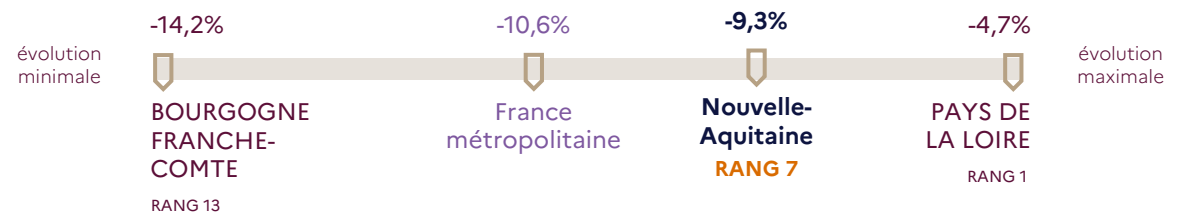
En comparaison avec la période d'avant-crise, dans la région, le nombre de jeunes en cat. A progresse de +6,6% et de +8,1% pour les jeunes en cat. ABC.



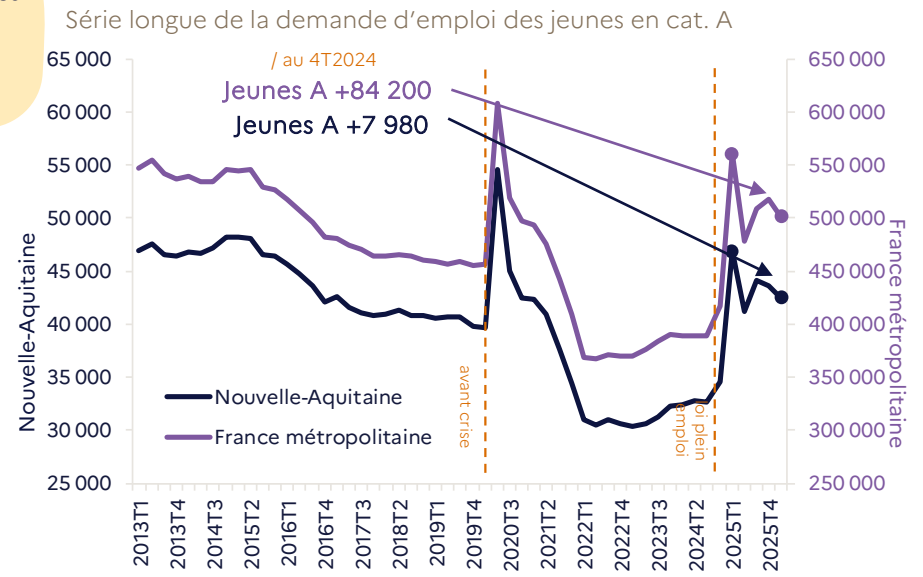
Part des jeunes

Cat. A	17%	14%
Cat. ABC	14%	13%
	(1T2026)	(4T2024)

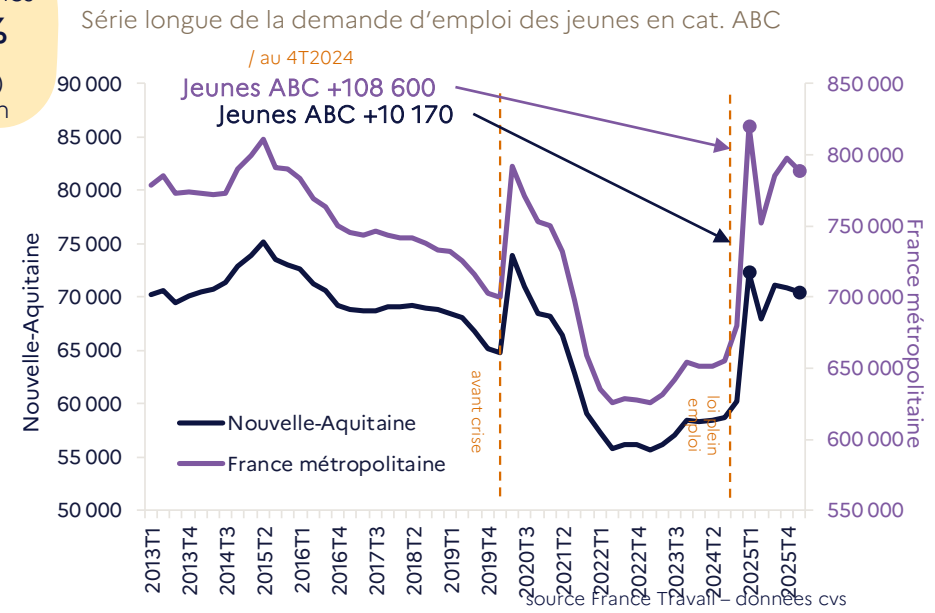
Comparaisons régionales – évolution de la demande d'emploi des jeunes en cat. A



DEFM A des jeunes
-9,3%
(1T2026)
sur un an



DEFM ABC des jeunes
-2,6%
(1T2026)
sur un an



⚠ Avertissement :
La mise en œuvre de la loi pour le plein emploi en janvier 2025 et différents changements de procédure, dont ceux sur l'actualisation et celui sur le décret sanction en juin 2025, ont impacté les statistiques sur les inscrits à France Travail.

En raison de ces modifications, l'évolution du nombre d'inscrits à France Travail à partir de janvier 2025 n'est pas le reflet de la conjoncture actuelle.

Évolution des inscrits à France Travail – Mai 2026



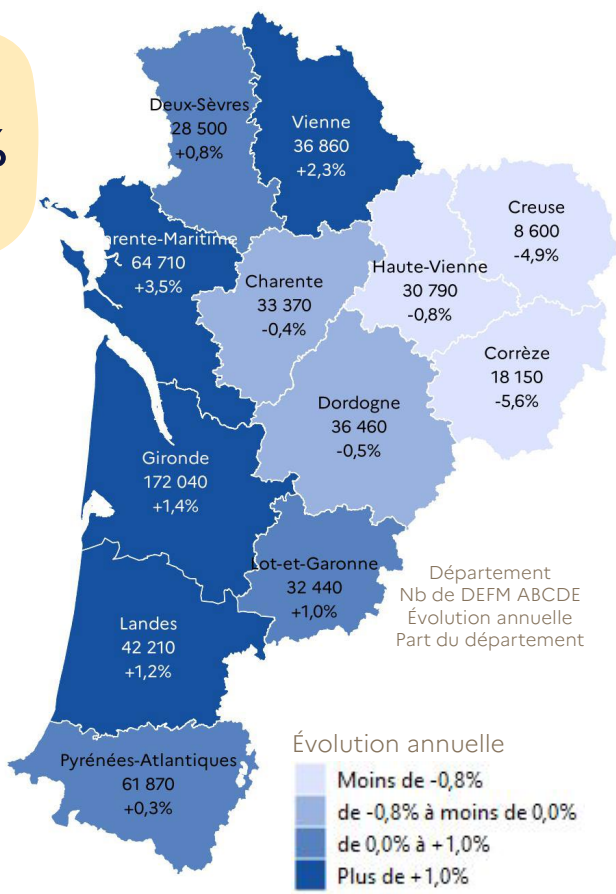
La Demande d'Emploi en Fin de Mois

par département

⚠️ Avertissement :
La mise en œuvre de la loi pour le plein emploi en janvier 2025 et différents changements de procédure, dont ceux sur l'actualisation et celui sur le décret sanction en juin 2025, ont impacté les statistiques sur les inscrits à France Travail.

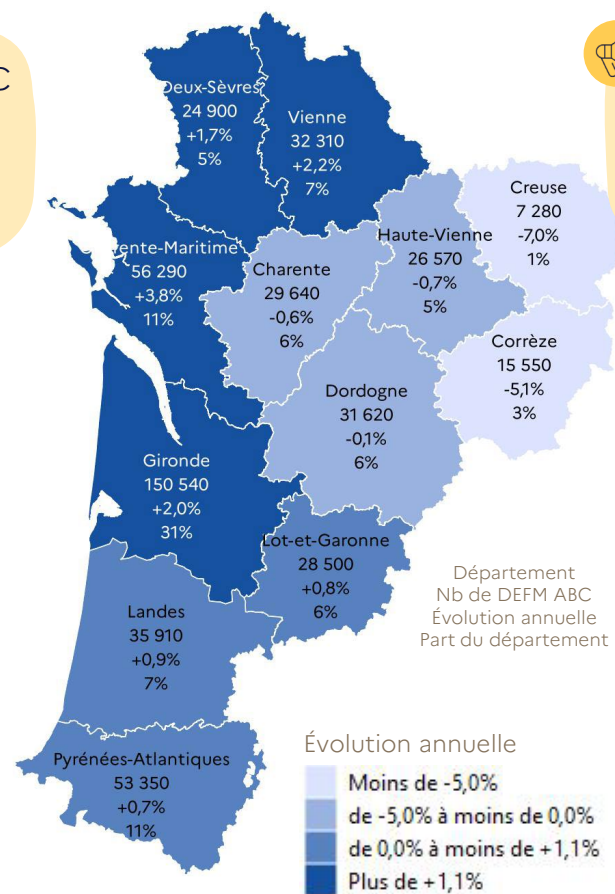
En raison de ces modifications, l'évolution du nombre d'inscrits à France Travail à partir de janvier 2025 n'est pas le reflet de la conjoncture actuelle.

DEFM ABCDE
+0,8%
(1T2026)
sur un an



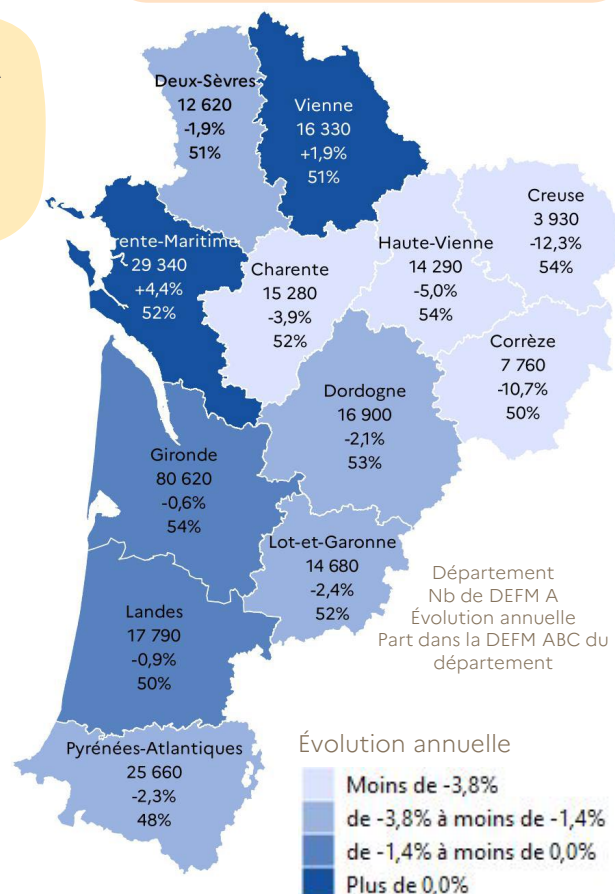
Clé de lecture : En Charente, 33 370 demandeurs d'emploi sont inscrits en fin de mois en cat. ABCDE. Ce nombre baisse de -0,4% en un an.

DEFM ABC
+1,1%
(1T2026)
sur un an



Clé de lecture : En Charente, la demande d'emploi en fin de mois cat. ABC représente 6% de la demande d'emploi régionale. Ce nombre diminue de -0,6% en un an.

DEFM A
-1,4%
(1T2026)
sur un an



Clé de lecture : En Charente, la demande d'emploi en fin de mois cat. A représente 52% de la demande d'emploi ABC du département. Ce nombre augmente de -3,9% en un an.

04

Caractéristiques de la demande d'emploi

Données brutes

La Demande d'Emploi cat. ABCDE

par territoire

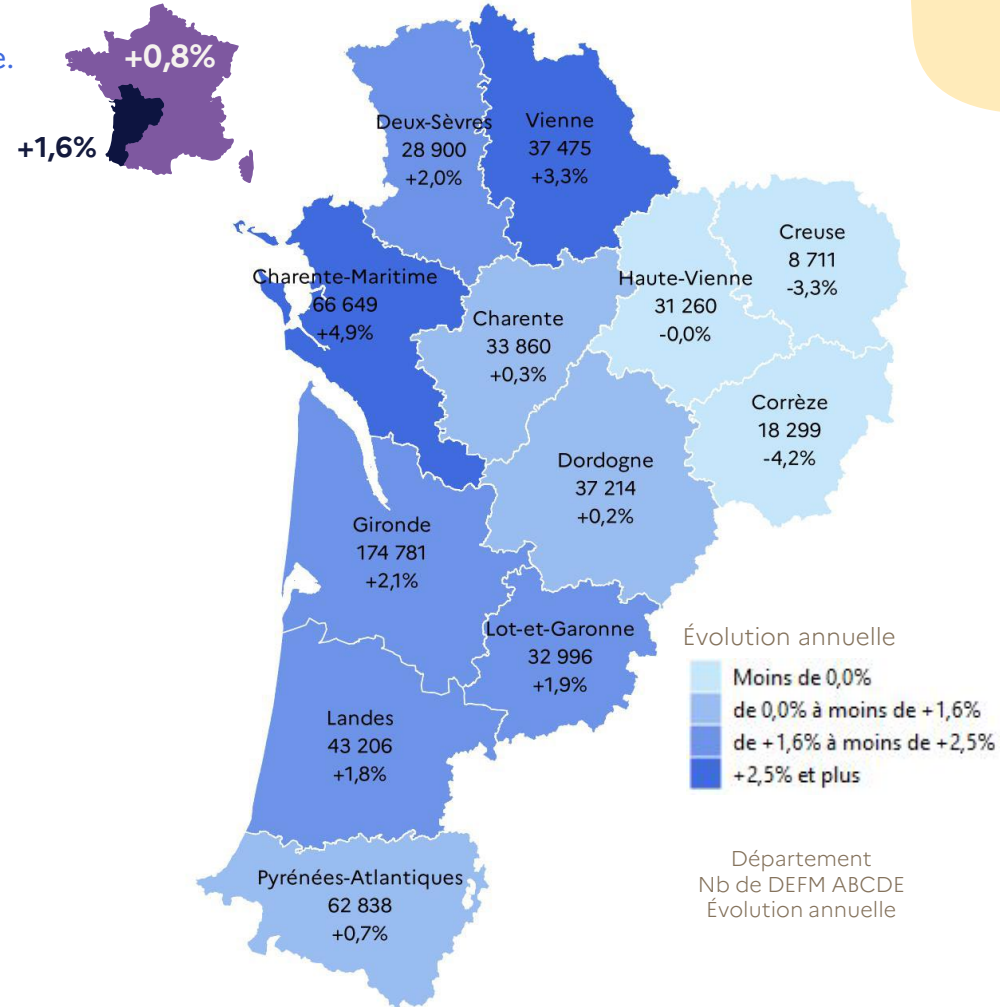
576 189 demandeurs d'emploi cat. ABCDE en Nouvelle-Aquitaine.

Évolution de la DEFM ABCDE par Bassin

territoire	évolution annuelle
Angoulême	+1,0%
Confolens	-1,3%
Cognac	-0,5%
Charente	+0,3%
Rochefort	+4,8%
La Rochelle	+7,0%
Royan	+1,6%
Marennes-Oléron	+4,0%
Saintes	+3,6%
Saint-Jean-d'Angély	+1,4%
Jonzac	+5,6%
Charente-Maritime	+4,9%
Brive	-1,8%
Tulle	-7,7%
Corrèze	-4,2%
Guéret	-4,7%
Aubusson	-4,3%
Creuse	-3,3%
Périgueux Nord Est Dordogne	+1,0%
Est Dordogne	-0,8%
Bergerac	-0,6%
Dordogne	+0,2%
Langon	-0,3%
Lesparre-Médoc	-1,0%
Arcachon	-0,1%
Blaye	-2,3%
Libourne	+1,1%
Bordeaux	+3,3%
Gironde	+2,1%

territoire	évolution annuelle
Dax	+1,1%
Mont-de-Marsan	+2,3%
Landes	+1,8%
Agen	+5,5%
Aiguillon	-1,0%
Marmande	+1,2%
Villeneuve-sur-Lot	+0,0%
Lot-et-Garonne	+1,9%
Béarn	+1,0%
Pays Basque	+0,7%
Pyrénées-Atlantiques	+0,7%
Niort	+1,6%
Parthenay	+1,9%
Bressuire	+4,6%
Thouars	-2,1%
Melle	+3,3%
Deux-Sèvres	+2,0%
Poitiers	+4,9%
Châtelleraut	+0,3%
Montmorillon	+2,8%
Loudun	+0,3%
Vienne	+3,3%
Limoges	-0,1%
Bellac	-0,4%
Saint-Junien	+2,4%
Saint-Yrieix	-1,9%
Haute-Vienne	-0,0%
Nouvelle-Aquitaine	+1,6%

en rouge, les évolutions supérieures à l'évolution annuelle globale de la DEFM ABCDE.



DEFM ABCDE

+1,6%

(1T2026)

sur un an

⚠ Avertissement :
La mise en œuvre de la loi pour le plein emploi en janvier 2025 et différents changements de procédure, dont ceux sur l'actualisation et celui sur le décret sanction en juin 2025, ont impacté les statistiques sur les inscrits à France Travail.

En raison de ces modifications, l'évolution du nombre d'inscrits à France Travail à partir de janvier 2025 n'est pas le reflet de la conjoncture actuelle.

La Demande d'Emploi cat. ABC

par territoire

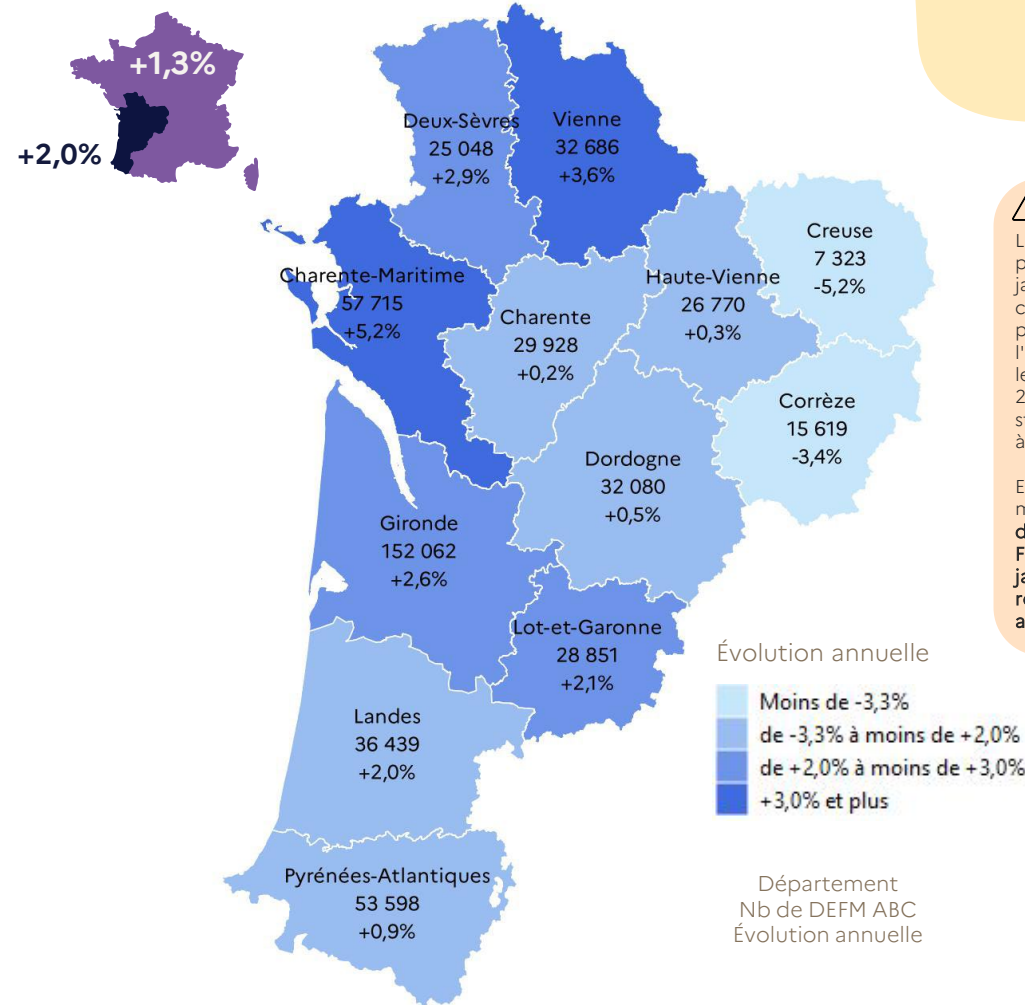
498 119 demandeurs d'emploi cat. ABC en Nouvelle-Aquitaine.

Évolution de la DEFM ABC par Bassin

territoire	évolution annuelle
Angoulême	-0,4%
Confolens	+0,3%
Cognac	+1,8%
Charente	+0,2%
Rochefort	+7,4%
La Rochelle	+6,7%
Royan	+0,4%
Marennes-Oléron	+6,2%
Saintes	+5,6%
Saint-Jean-d'Angély	+2,2%
Jonzac	+4,7%
Charente-Maritime	+5,2%
Brive	-1,1%
Tulle	-6,6%
Corrèze	-3,4%
Guéret	-5,6%
Aubusson	-4,2%
Creuse	-5,2%
Périgueux Nord Est Dordogne	-0,2%
Est Dordogne	+0,9%
Bergerac	+1,6%
Dordogne	+0,5%
Langon	+1,4%
Lesparre-Médoc	+0,9%
Arcachon	+3,9%
Blaye	-2,6%
Libourne	+3,7%
Bordeaux	+2,9%
Gironde	+2,6%

en rouge, les évolutions supérieures à l'évolution annuelle globale de la DEFM ABC.

territoire	évolution annuelle
Dax	+3,0%
Mont-de-Marsan	+0,8%
Landes	+2,0%
Agen	+3,1%
Aiguillon	+1,0%
Marmande	+2,7%
Villeneuve-sur-Lot	+0,9%
Lot-et-Garonne	+2,1%
Béarn	+0,2%
Pays Basque	+1,8%
Pyrénées-Atlantiques	+0,9%
Niort	+1,5%
Parthenay	+3,9%
Bressuire	+5,2%
Thouars	+0,0%
Melle	+6,1%
Deux-Sèvres	+2,9%
Poitiers	+4,7%
Châtelleraut	+0,9%
Montmorillon	+3,5%
Loudun	+3,6%
Vienne	+3,6%
Limoges	-0,2%
Bellac	-0,2%
Saint-Junien	+2,8%
Saint-Yrieix	+1,9%
Haute-Vienne	+0,3%
Nouvelle-Aquitaine	+2,0%



DEFM ABC

+2,0%

(1T2026)

sur un an

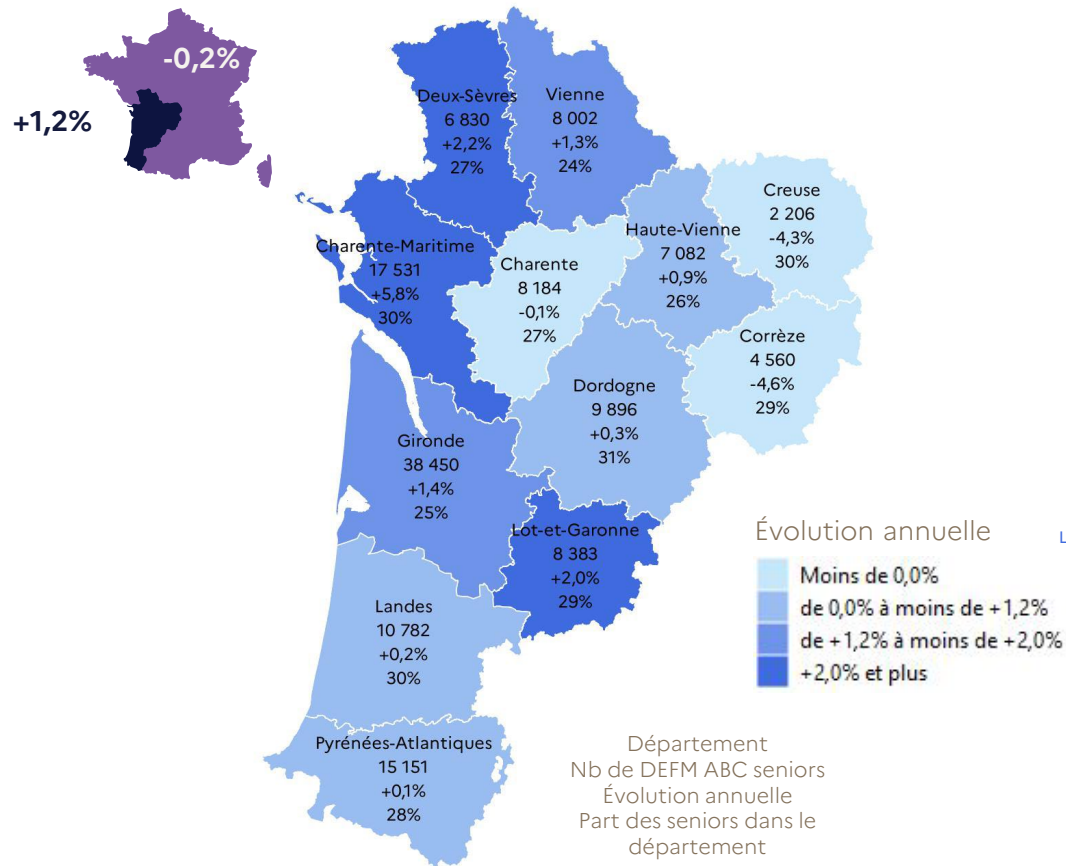
⚠ Avertissement :
La mise en œuvre de la loi pour le plein emploi en janvier 2025 et différents changements de procédure, dont ceux sur l'actualisation et celui sur le décret sanction en juin 2025, ont impacté les statistiques sur les inscrits à France Travail.

En raison de ces modifications, l'évolution du nombre d'inscrits à France Travail à partir de janvier 2025 n'est pas le reflet de la conjoncture actuelle.

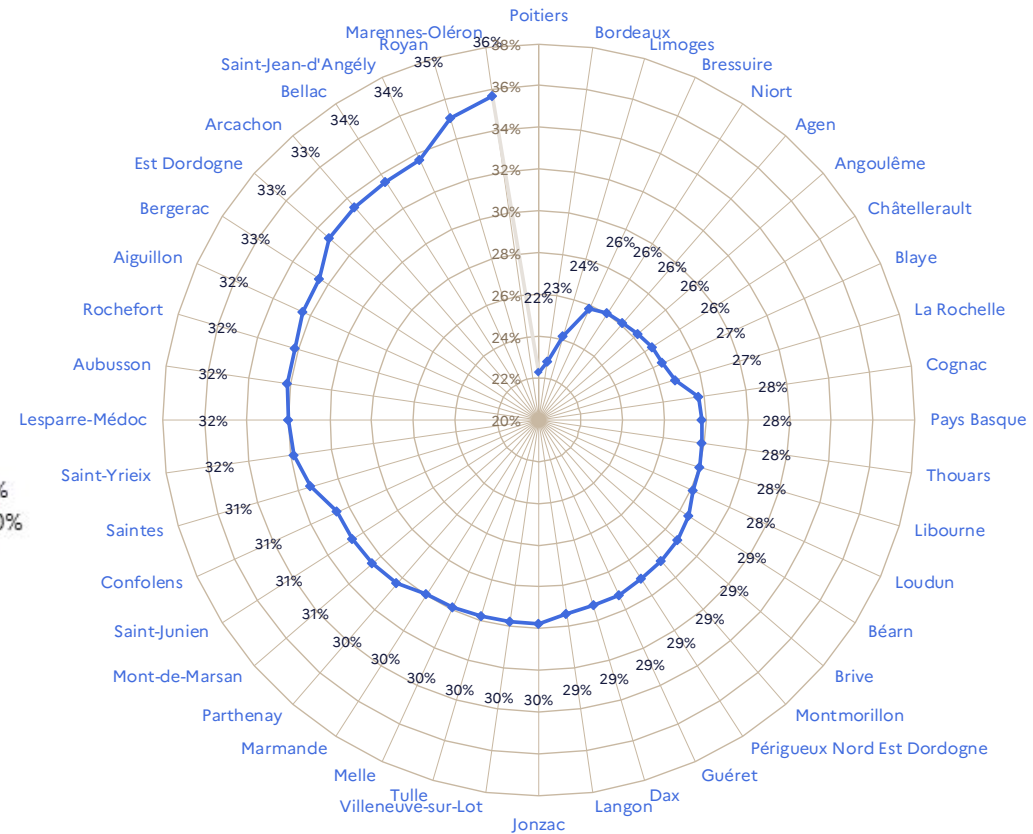
La Demande d'Emploi cat. ABC

des seniors (50 ans et plus)

137 057 seniors demandeurs d'emploi cat. ABC en Nouvelle-Aquitaine.



Part des seniors parmi la DEFM ABC par Bassin



DEFM ABC seniors

28% (4T2024) **28%** (1T2026)

part

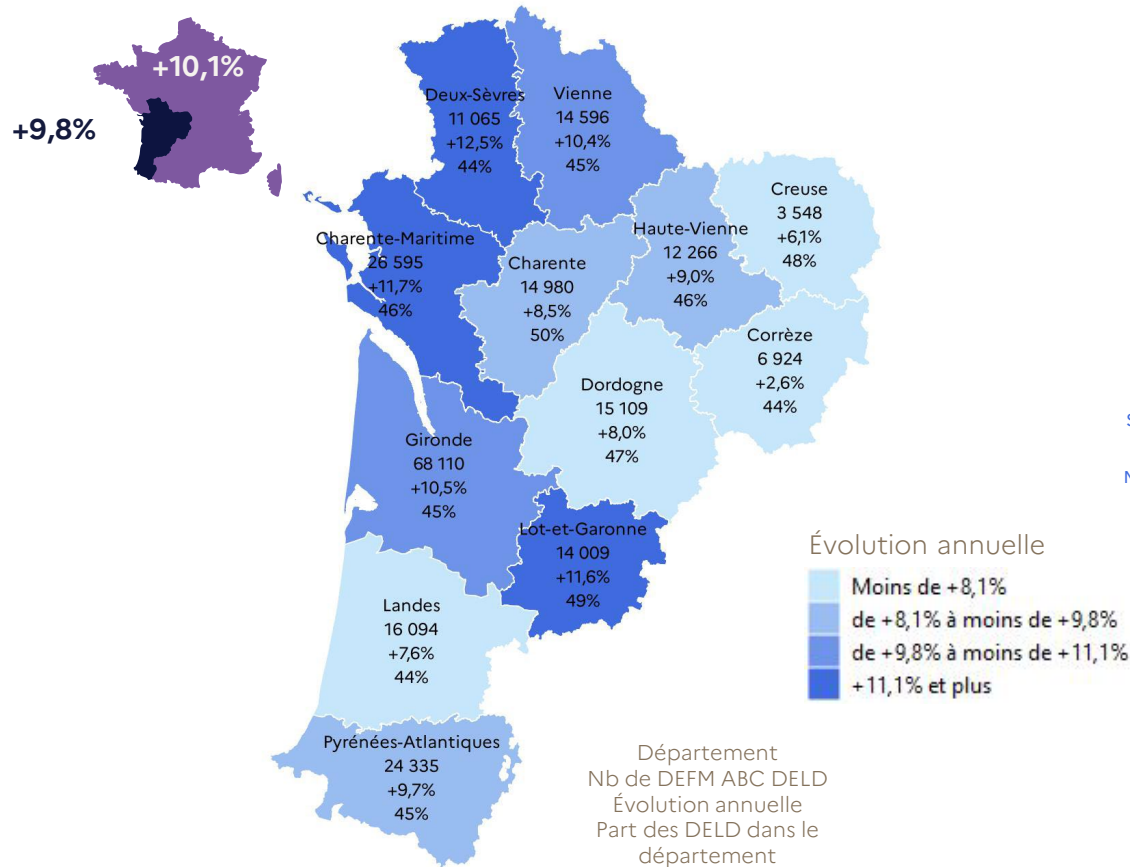
⚠ Avertissement :
La mise en œuvre de la loi pour le plein emploi en janvier 2025 et différents changements de procédure, dont ceux sur l'actualisation et celui sur le décret sanction en juin 2025, ont impacté les statistiques sur les inscrits à France Travail.

En raison de ces modifications, l'évolution du nombre d'inscrits à France Travail à partir de janvier 2025 n'est pas le reflet de la conjoncture actuelle.

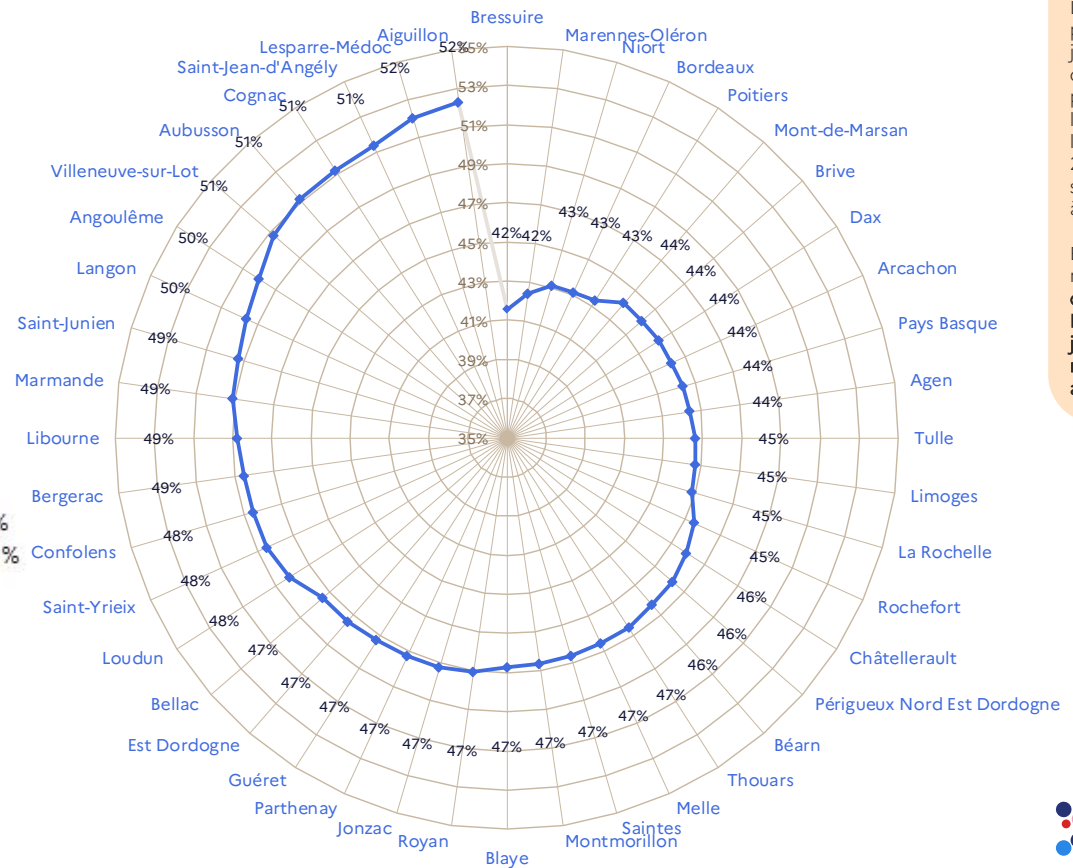
La Demande d'Emploi cat. ABC

des demandeurs d'emploi inscrits depuis plus d'un an (DELD)

227 631 DELD cat. ABC en Nouvelle-Aquitaine.



Part des DELD parmi la DEFM ABC par Bassin



La Demande d'Emploi cat. A

par territoire

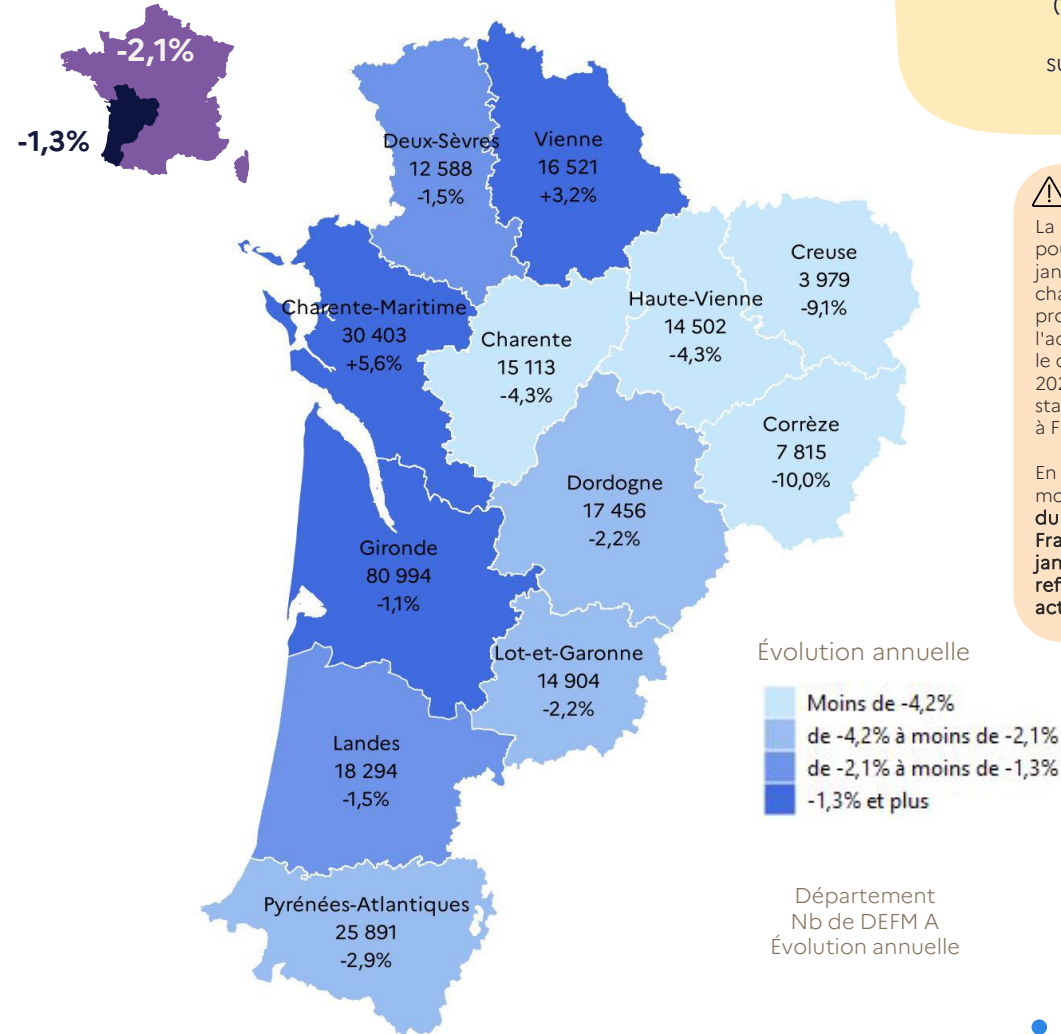
258 460 demandeurs d'emploi cat. A en Nouvelle-Aquitaine.

Évolution de la DEFM A par Bassin

territoire	évolution annuelle
Angoulême	-5,0%
Confolens	-5,0%
Cognac	-1,8%
Charente	-4,3%
Rochefort	+10,9%
La Rochelle	+6,8%
Royan	-0,3%
Marennes-Oléron	-0,1%
Saintes	+6,9%
Saint-Jean-d'Angély	+0,6%
Jonzac	+8,8%
Charente-Maritime	+5,6%
Brive	-7,4%
Tulle	-13,7%
Corrèze	-10,0%
Guéret	-9,8%
Aubusson	-7,2%
Creuse	-9,1%
Périgueux Nord Est Dordogne	-3,7%
Est Dordogne	+1,0%
Bergerac	-1,5%
Dordogne	-2,2%
Langon	-1,6%
Lesparre-Médoc	-1,5%
Arcachon	-0,8%
Blaye	-7,8%
Libourne	+1,5%
Bordeaux	-1,0%
Gironde	-1,1%

territoire	évolution annuelle
Dax	-0,5%
Mont-de-Marsan	-2,7%
Landes	-1,5%
Agen	-0,6%
Aiguillon	-0,9%
Marmande	-1,2%
Villeneuve-sur-Lot	-5,2%
Lot-et-Garonne	-2,2%
Béarn	-3,8%
Pays Basque	-1,7%
Pyrénées-Atlantiques	-2,9%
Niort	-2,8%
Parthenay	-0,4%
Bressuire	+1,1%
Thouars	-7,7%
Melle	+4,3%
Deux-Sèvres	-1,5%
Poitiers	+4,2%
Châtelleraut	-0,4%
Montmorillon	+2,9%
Loudun	+7,0%
Vienne	+3,2%
Limoges	-4,4%
Bellac	-6,1%
Saint-Junien	-0,9%
Saint-Yrieix	-6,0%
Haute-Vienne	+4,3%
Nouvelle-Aquitaine	-1,3%

en rouge, les évolutions supérieures à l'évolution annuelle globale de la DEFM A.



DEFM A

-1,3%

(1T2026)

sur un an

⚠ Avertissement :
La mise en œuvre de la loi pour le plein emploi en janvier 2025 et différents changements de procédure, dont ceux sur l'actualisation et celui sur le décret sanction en juin 2025, ont impacté les statistiques sur les inscrits à France Travail.

En raison de ces modifications, l'évolution du nombre d'inscrits à France Travail à partir de janvier 2025 n'est pas le reflet de la conjoncture actuelle.

Profil de la DEFM A

Les demandeurs d'emploi âgés de 50 ans et plus, inscrits en catégorie A représentent 27% de la demande d'emploi (cat. A) de la région. Cette part est de 26% sur le plan national.



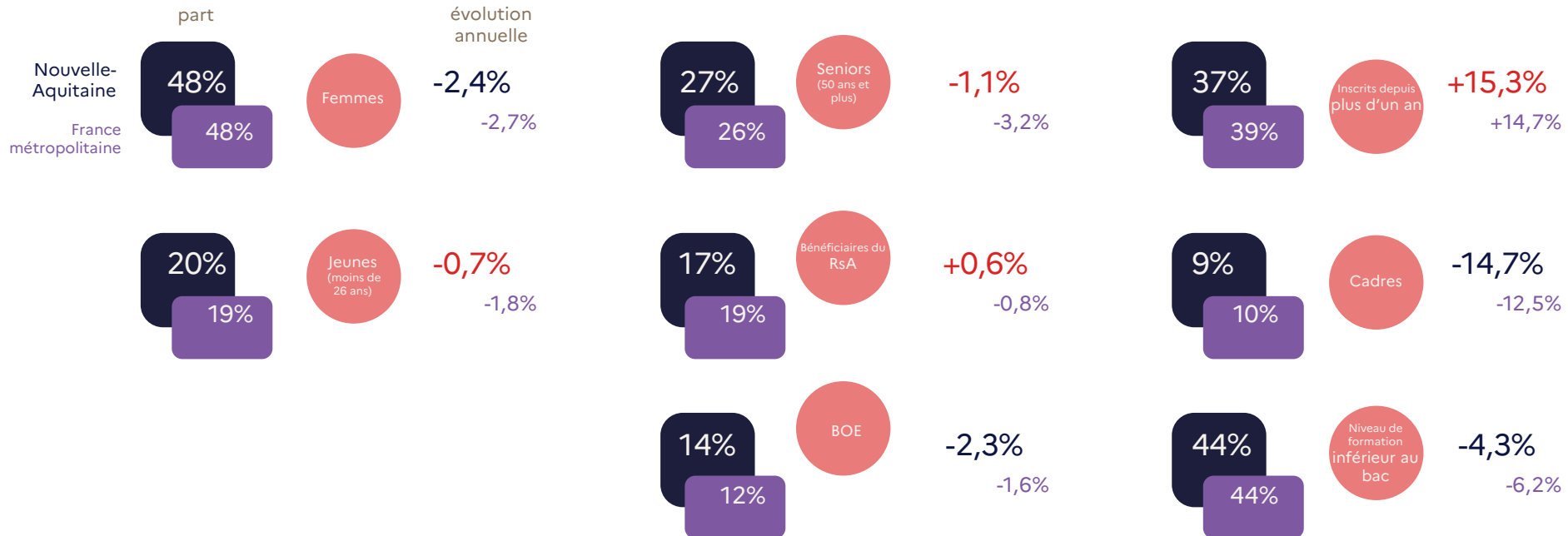
DEFM A

-1,3%

(1T2026)
sur un an

-2,1%

En France
métropolitaine



⚠ Avertissement :

La mise en œuvre de la loi pour le plein emploi en janvier 2025 et différents changements de procédure, dont ceux sur l'actualisation et celui sur le décret sanction en juin 2025, ont impacté les statistiques sur les inscrits à France Travail.

En raison de ces modifications, l'évolution du nombre d'inscrits à France Travail à partir de janvier 2025 n'est pas le reflet de la conjoncture actuelle.

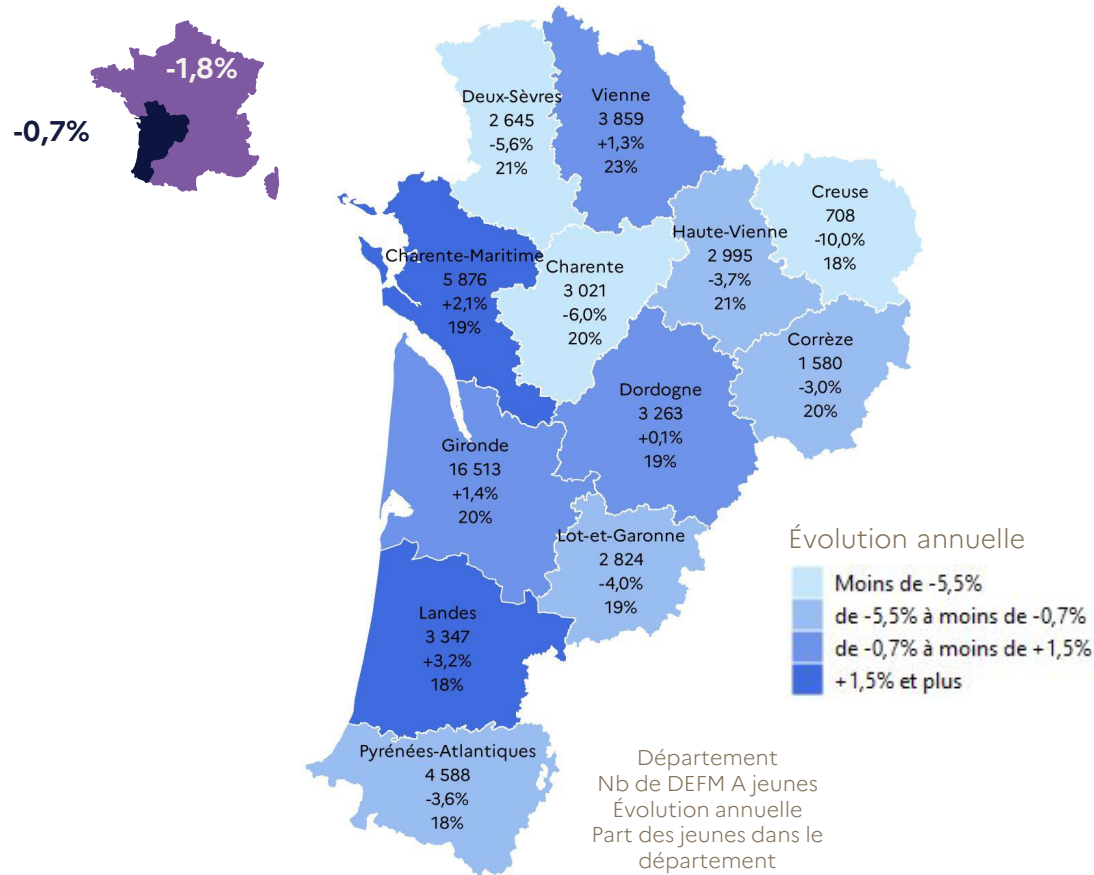
Clé de lecture : En Nouvelle-Aquitaine, la DEFM cat. A en données brutes baisse de -1,3% entre le 1^{er} trimestre 2025 et le 1^{er} trimestre 2026. La baisse est de -2,1% en France métropolitaine. Le nombre de femmes inscrites à France Travail Nouvelle-Aquitaine en cat. A baisse de -2,4% en un an. Elles représentent 48% de la demande d'emploi cat. A. Sur le plan national, leur nombre baisse de -2,7% et elles représentent 48% de la demande d'emploi cat. A.

en rouge, les évolutions supérieures à l'évolution annuelle globale de la DEFM A.

La Demande d'Emploi cat. A

des jeunes (moins de 26 ans)

51 219 jeunes demandeurs d'emploi cat. A en Nouvelle-Aquitaine.

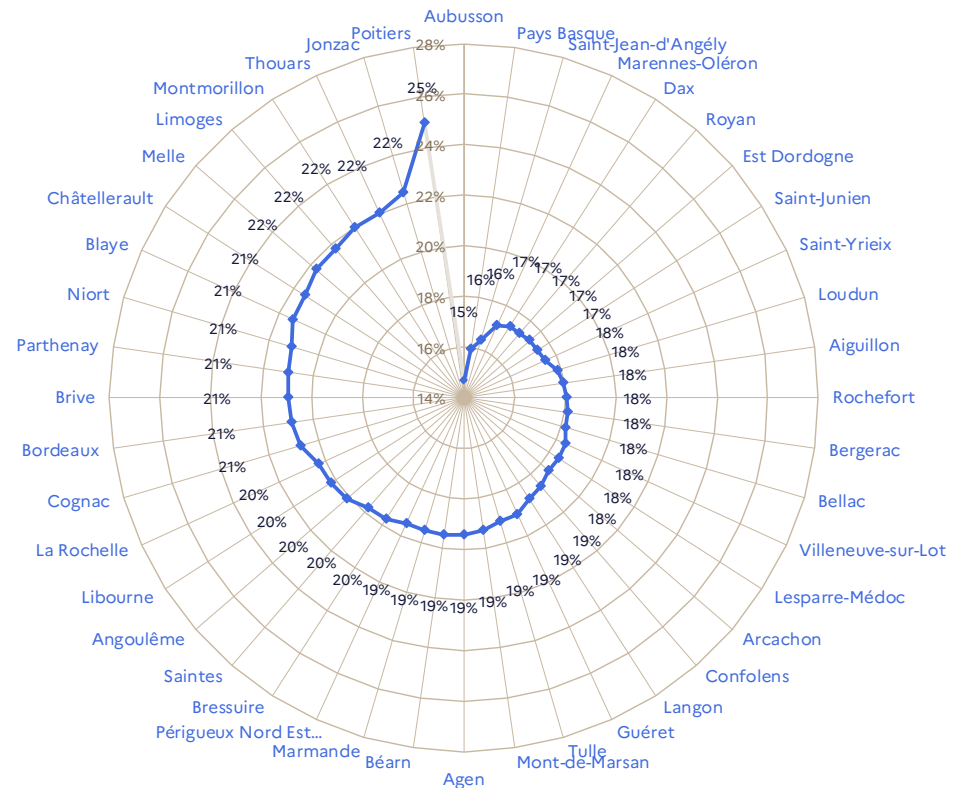


DEFM A jeunes

18% (4T2024) **20%** (1T2026)

part

Part des jeunes parmi la DEFM A par Bassin



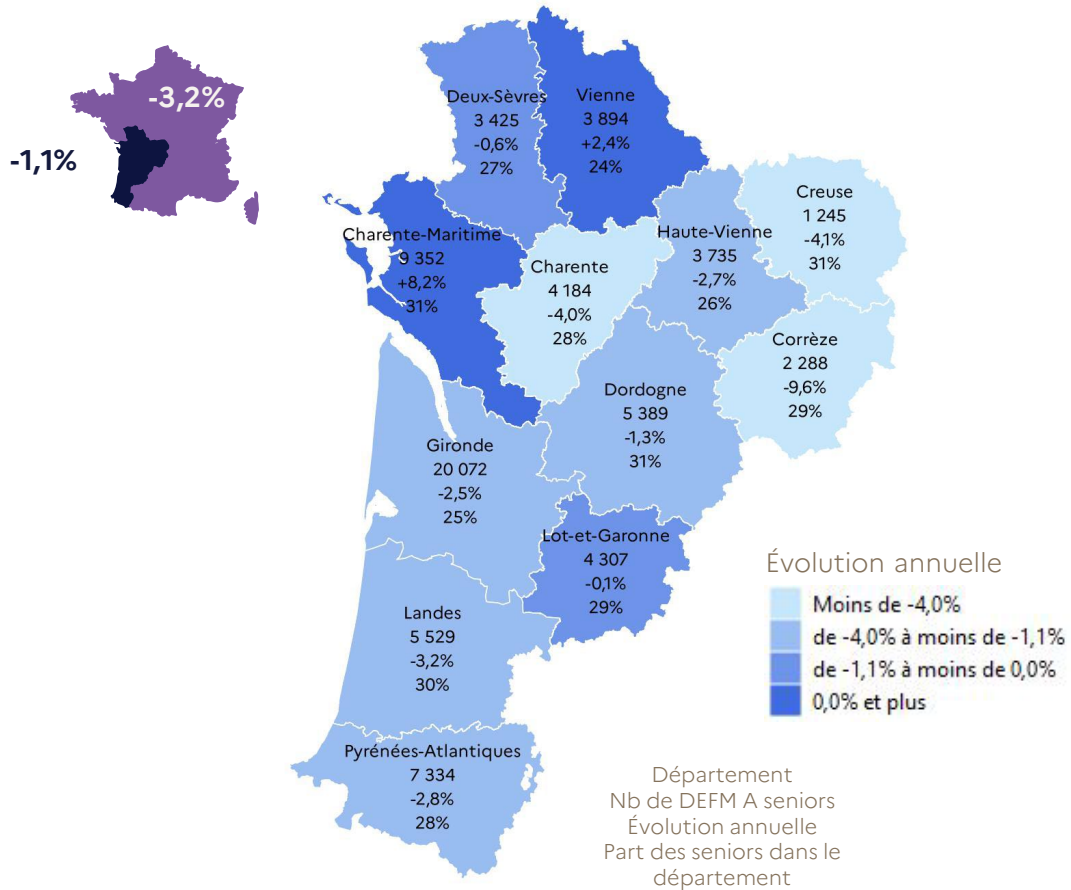
⚠ Avertissement :
 La mise en œuvre de la loi pour le plein emploi en janvier 2025 et différents changements de procédure, dont ceux sur l'actualisation et celui sur le décret sanction en juin 2025, ont impacté les statistiques sur les inscrits à France Travail.

En raison de ces modifications, l'évolution du nombre d'inscrits à France Travail à partir de janvier 2025 n'est pas le reflet de la conjoncture actuelle.

La Demande d'Emploi cat. A

des seniors (50 ans et plus)

70 754 seniors demandeurs d'emploi cat. A en Nouvelle-Aquitaine.

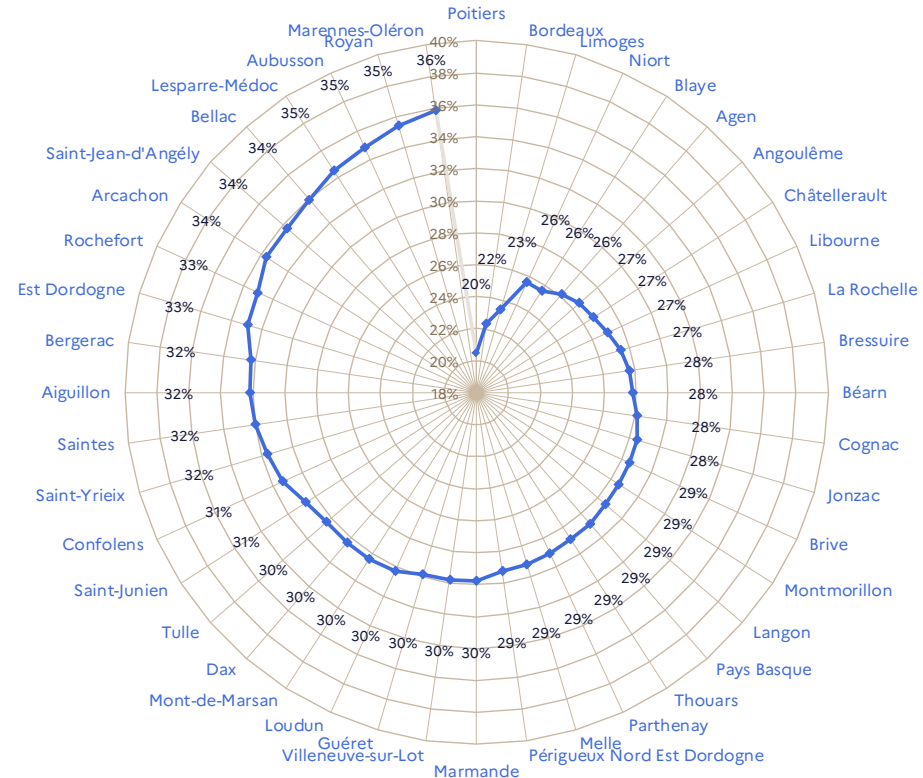


DEFM A seniors

28% (4T2024) **27%** (1T2026)

part

Part des seniors parmi la DEFM A par Bassin



⚠ Avertissement :
La mise en œuvre de la loi pour le plein emploi en janvier 2025 et différents changements de procédure, dont ceux sur l'actualisation et celui sur le décret sanction en juin 2025, ont impacté les statistiques sur les inscrits à France Travail.

En raison de ces modifications, l'évolution du nombre d'inscrits à France Travail à partir de janvier 2025 n'est pas le reflet de la conjoncture actuelle.

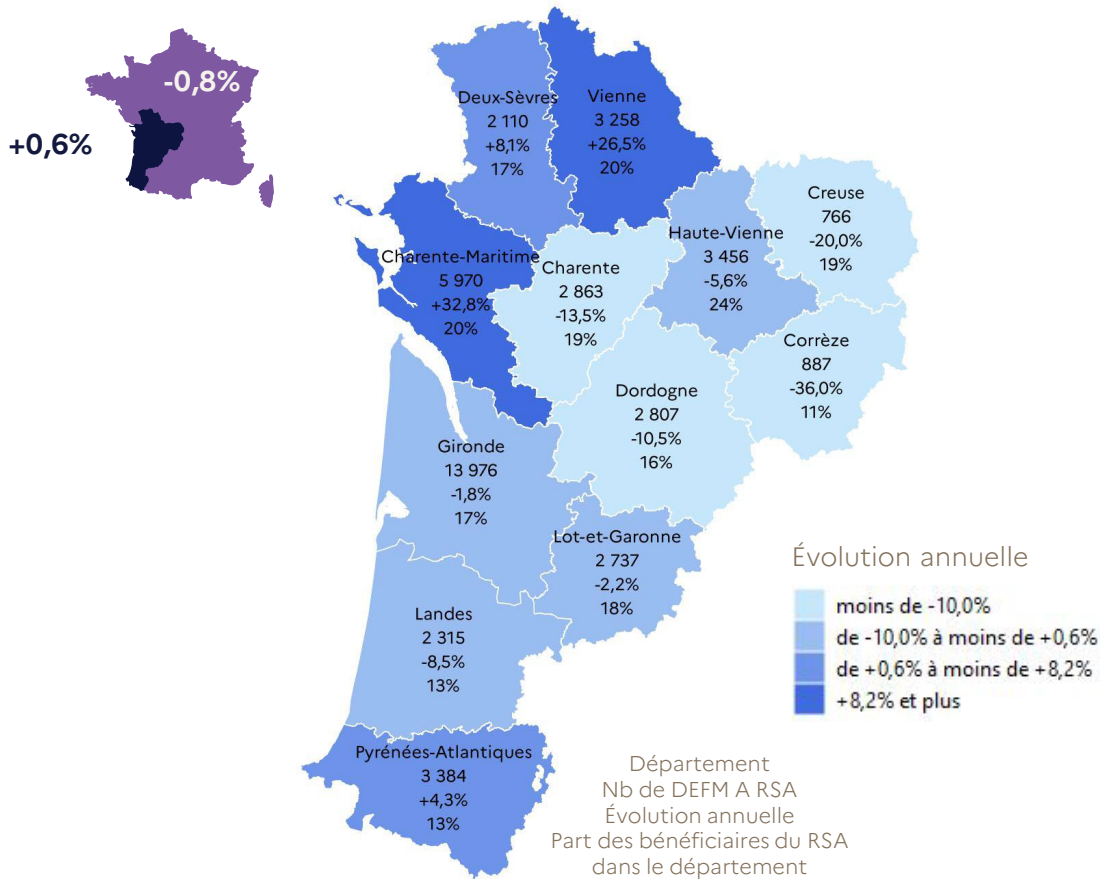
La Demande d'Emploi cat. A

des bénéficiaires du RSA

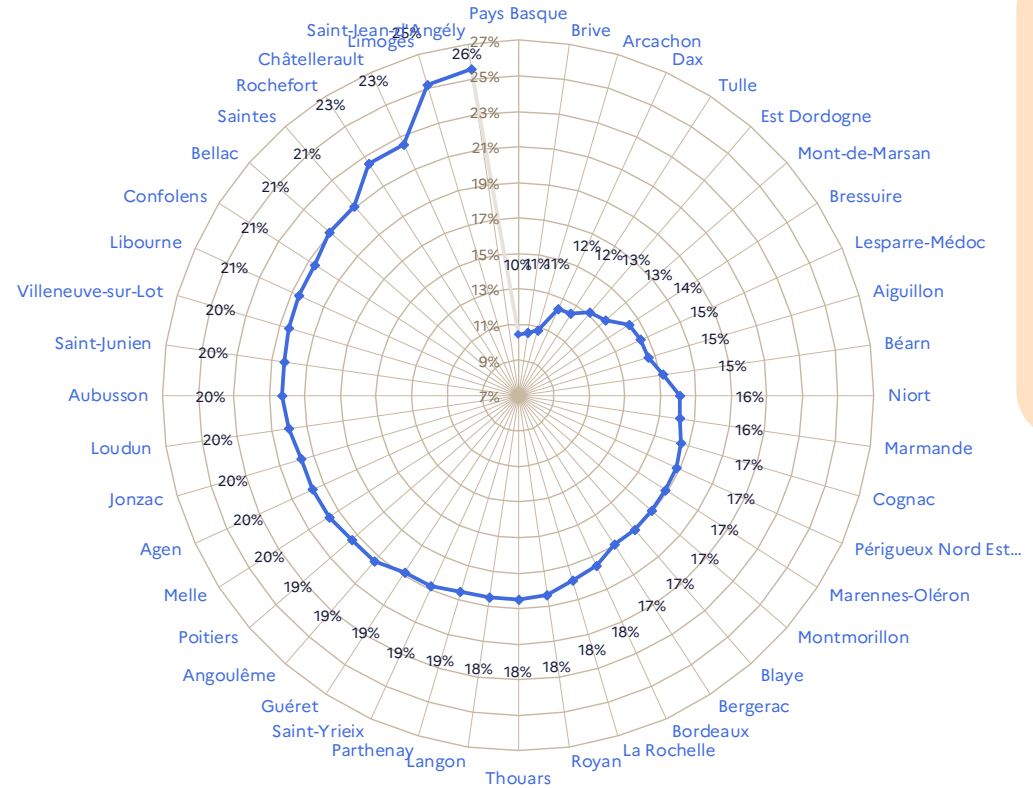
44 529 Bénéficiaires du RSA demandeurs d'emploi cat. A en Nouvelle-Aquitaine.

DEFM A
bénéficiaires
du RSA

17% **17%**
(4T2024) (1T2026)
part



Part des bénéficiaires du RSA parmi la DEFM A par Bassin



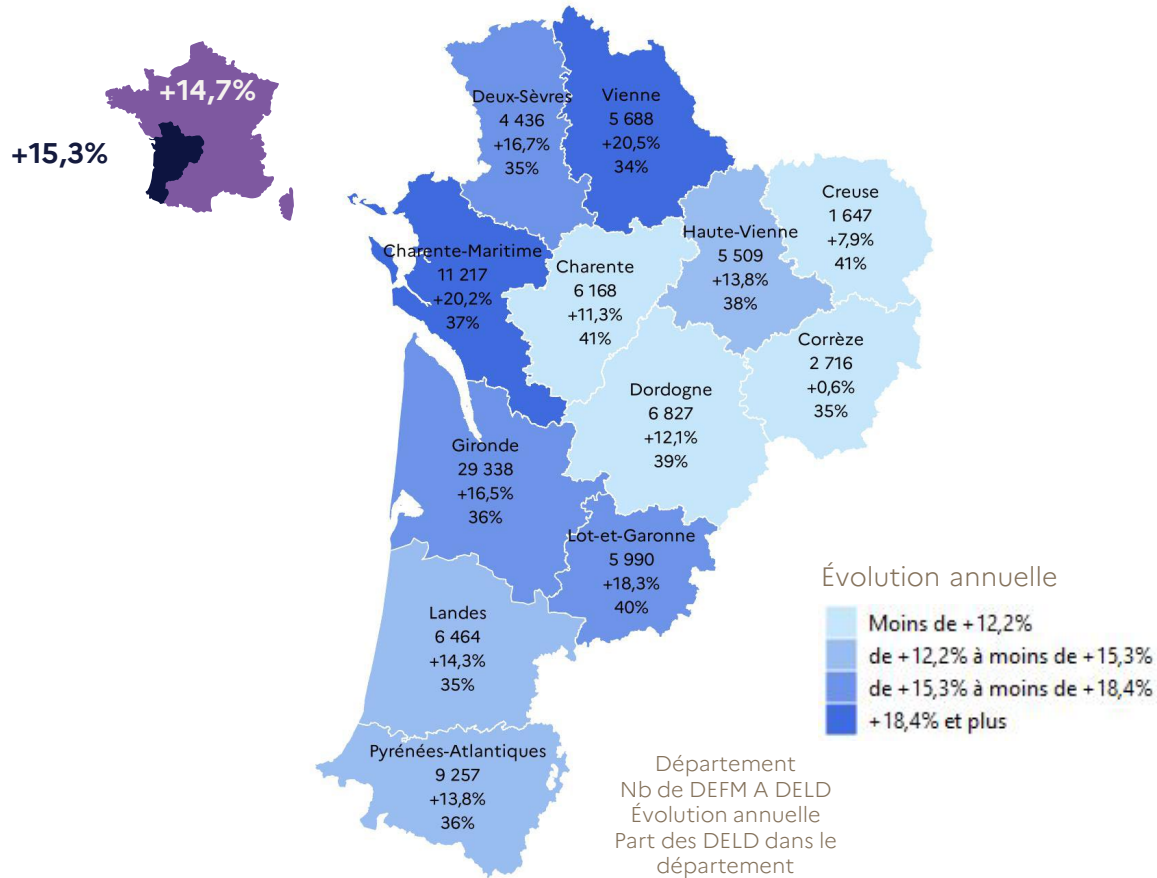
⚠ Avertissement :
La mise en œuvre de la loi pour le plein emploi en janvier 2025 et différents changements de procédure, dont ceux sur l'actualisation et celui sur le décret sanction en juin 2025, ont impacté les statistiques sur les inscrits à France Travail.

En raison de ces modifications, l'évolution du nombre d'inscrits à France Travail à partir de janvier 2025 n'est pas le reflet de la conjoncture actuelle.

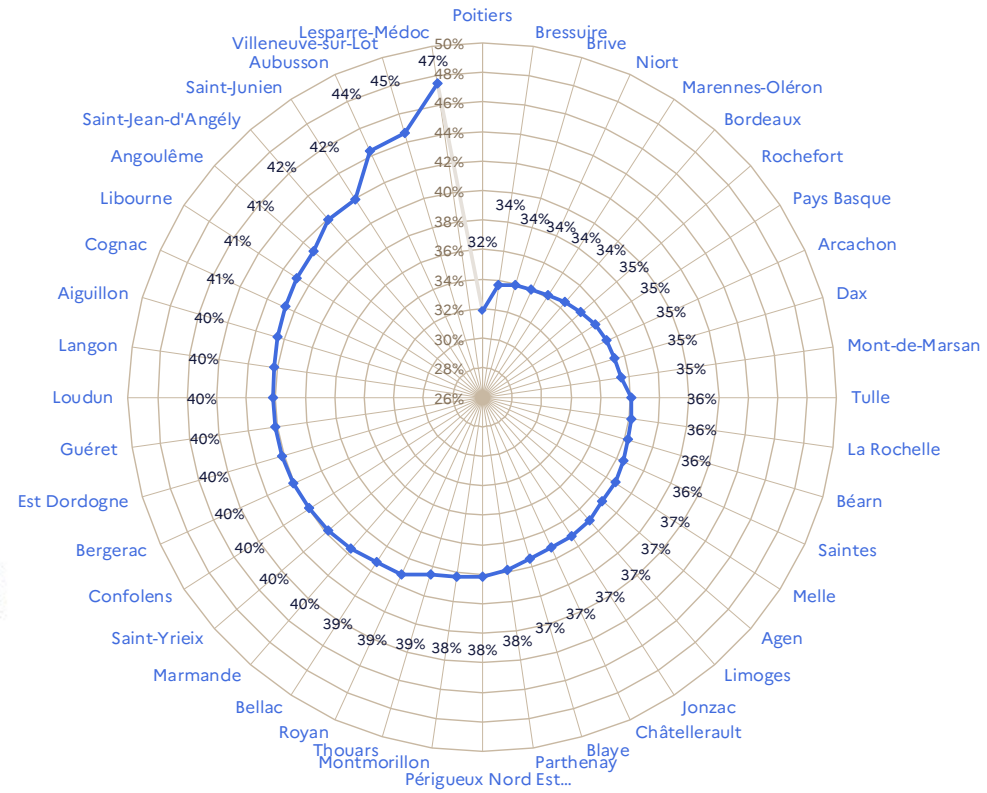
La Demande d'Emploi cat. A

des demandeurs d'emploi inscrits depuis plus d'un an (DELD)

95 257 DELD cat. A en Nouvelle-Aquitaine.



Part des DELD parmi la DEFM A par Bassin



DEFM A DELD

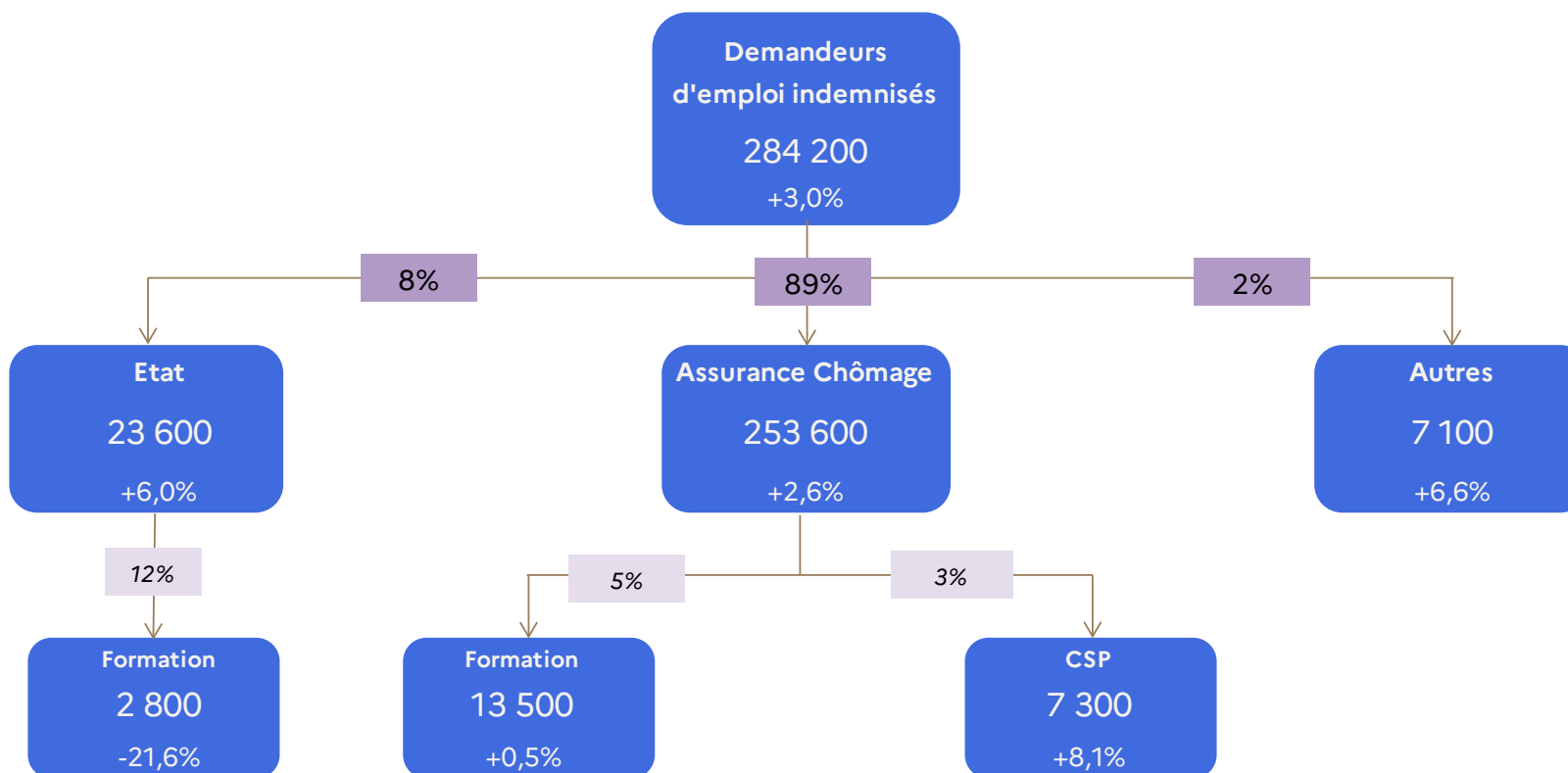
34% (4T2024) **37%** (1T2026) part

⚠ Avertissement :
 La mise en œuvre de la loi pour le plein emploi en janvier 2025 et différents changements de procédure, dont ceux sur l'actualisation et celui sur le décret sanction en juin 2025, ont impacté les statistiques sur les inscrits à France Travail.
 En raison de ces modifications, l'évolution du nombre d'inscrits à France Travail à partir de janvier 2025 n'est pas le reflet de la conjoncture actuelle.

La demande d'emploi indemnisée

284 200 demandeurs d'emploi sont indemnisés en Nouvelle-Aquitaine à fin février 2026.

DE indemnisés
+3,0%
(févr 2026)
sur un an



Clé de lecture : En Nouvelle-Aquitaine, parmi les 284 200 demandeurs d'emploi indemnisés à fin février 2026, 89% d'entre eux sont indemnisés au titre de l'Assurance chômage. Le nombre de demandeurs d'emploi indemnisés augmente de +3,0% sur un an.

Volume mensuel
Évolution annuelle
Part dans le niveau supérieur

Les demandeurs d'emploi indemnisés représentent 49,2% de l'ensemble des demandeurs d'emploi cat. ABCDE.

● Avertissement

Les statistiques sur les inscrits à France Travail ont évolué à partir de janvier 2025.

Une note explicative de ces changements est disponible sur l'observatoire de l'emploi Nouvelle-Aquitaine, [disponible ici](#).

La Dares a réalisé une vidéo illustrant la mise en œuvre de la loi Plein emploi et ses impacts sur la demande d'emploi, [disponible ici](#).

Une documentation méthodologique est également disponible sur le site de la Dares. Elle comprend un document présentant les principaux changements de procédure et incidents ayant affecté les statistiques sur les inscrits à France Travail, [disponible ici](#).

La nouvelle note concernant les inscrits à France Travail en Nouvelle-Aquitaine au 1^{er} trimestre 2025 est disponible sur l'observatoire de l'emploi Nouvelle-Aquitaine ([disponible ici](#)). Les données publiées concernent les personnes inscrites à France Travail. La notion d'inscrits à France Travail diffère de celle de chômeurs au sens du Bureau international du travail

05

Sources et définitions



Indicateur synthétique de confiance des ménages (source Insee)

L'indicateur synthétique de confiance des ménages résume leur opinion sur la situation économique : plus sa valeur est élevée, plus le jugement des ménages sur la situation économique est favorable. L'indicateur décrit ici la composante commune de 8 soldes d'opinion : niveau de vie passé et futur en France, situation financière personnelle passée et future, chômage, opportunité de faire des achats importants, capacité d'épargne actuelle et capacité d'épargne future. Environ 2000 ménages sont interrogés par téléphone, au cours des trois premières semaines de chaque mois.

Indicateur synthétique du climat des affaires (source Insee)

Le département de la conjoncture de l'Insee effectue des enquêtes auprès des chefs d'entreprises des principaux secteurs de l'économie. Les indicateurs du climat des affaires, du climat de l'emploi et de retournement visent à résumer l'information fournie par ces enquêtes et à proposer ainsi une synthèse « tous secteurs » des enquêtes. Ces enquêtes sont qualitatives et les questions portent sur l'activité passée et future de l'entreprise.

Emploi salarié total (source Insee)

Le champ des estimations trimestrielles de l'emploi (ETE) comprend l'ensemble de l'emploi salarié c'est-à-dire également les salariés de la fonction publique, de l'agriculture et de l'ensemble des particuliers employeurs.

Emploi intérimaire (source Dares)

A partir de la Déclaration sociale nominative (DSN), la Dares élabore divers indicateurs mensuels, trimestriels et annuels. Ces statistiques intègrent les contrats à durée indéterminée intérimaires (CDII). Les données présentées dans ce document correspondent au nombre d'intérimaires en fin de trimestre, c'est-à-dire le nombre de personnes dont l'emploi principal est un emploi intérimaire. Ces intérimaires sont ventilés par secteur d'activité utilisateur, alors que dans les estimations trimestrielles d'emploi salarié AcoSS-Dares-Insee, ils sont classifiés dans le secteur tertiaire.

Déclarations Préalables A l'Embauche – DPAE (source AcoSS/CCMSA) :

Les données DPAE proviennent de l'AcoSS et ont pour origine l'Urssaf et la MSA. Pour rappel, la DPAE est une formalité obligatoire accomplie par l'employeur dans les 8 jours précédant l'embauche d'un salarié, et ce, quelles que soient la durée et la nature du contrat de travail envisagé. Les DPAE concernant une mission d'intérim sont réalisées par l'établissement de travail temporaire avec le code naf de l'établissement de travail temporaire et pas celui de l'entreprise utilisatrice.

Les données présentées dans ce document sont issues du référentiel entreprises de France Travail, mis à jour quotidiennement à partir de données fournies par l'Urssaf et la MSA.

Bassin d'emploi (territoire France Travail)

Le bassin d'emploi est un découpage géographique correspondant aux zones de compétence d'une ou de plusieurs agence(s) France Travail. Ce zonage est spécifique à France Travail et ne doit pas être confondu avec les Zones d'emploi de l'Insee.

Taux de chômage (source Insee)

Part des chômeurs, exprimée en pourcentage, de la population active (actifs occupés + chômeurs). L'Insee calcule les taux de chômage sur la base du chômage BIT. La notion de demandeurs d'emploi inscrits à France Travail est une notion différente de celle du chômage au sens du BIT : certains demandeurs d'emploi ne sont pas chômeurs au sens du BIT et inversement certains chômeurs au sens du BIT ne sont pas inscrits à France Travail.



Les catégories d'inscription à France Travail

Les inscrits à France Travail sont regroupés en différentes catégories. Conformément aux recommandations du rapport du CNIS sur la définition d'indicateurs en matière d'emploi, de chômage, de sous-emploi et de précarité de l'emploi (juin 2008), la DARES et France Travail présentent à des fins d'analyse statistique les données sur les inscrits à France Travail en fonction des catégories suivantes :

- Catégorie A : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi ;
- Catégorie B : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite courte (i.e. de 78 heures ou moins au cours du mois) ;
- Catégorie C : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite longue (i.e. de plus de 78 heures au cours du mois) ;
- Catégorie D : demandeurs d'emploi non tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi (en raison d'un stage, d'une formation, d'une maladie...), sans emploi ;
- Catégorie E : demandeurs d'emploi non tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, en emploi (par exemple : bénéficiaires de contrats aidés).
- Catégorie F : personnes inscrites en parcours social (catégorie parcours social dans le cadre de la loi pour le plein emploi).
- Catégorie G : personnes inscrites et en attente d'orientation (catégorie d'attente dans le cadre de la loi pour le plein emploi).

Les demandeurs d'emploi indemnisés

En fonction d'un certain nombre de critères (références de travail, âge, motif de fin de contrat de travail, ressources,...) un demandeur d'emploi peut se voir ouvrir un droit en Assurance chômage ou en solidarité-Etat, ou être en formation ou en contrat de sécurisation professionnelle (suite à un licenciement économique).

Le regroupement des allocations présentées dans ce document est le suivant :

- Assurance chômage : Allocation d'Aide au Retour à l'Emploi (ARE), ARE différé (intermittents du spectacle)
- Formation Assurance chômage : Allocation d'Aide au Retour à l'Emploi-Formation (AREF), AREF différé
- Contrat de sécurisation professionnelle (CSP) : Allocation de Sécurisation Professionnelle (y compris formation), ASP taux ARE (y compris formation)
- Etat : Allocation de Solidarité Spécifique (ASS), Allocation Temporaire d'Attente 2 (ATA, anciens détenus et salariés expatriés), Allocation Equivalent Retraite (AER), Allocation Transitoire de Solidarité (ATS), Allocation du Fonds Spécifique Provisoire (AFSP)
- Formation Etat : Rémunération de Fin de Formation (RFF), Allocation Spécifique de Solidarité-Formation (ASSF)
- Autres : Convention de gestion France Travail (ARE-CG), AREF-CG, Rémunération Formation France Travail (RFPE)

Les demandeurs d'emploi de longue durée (DELD) sont les demandeurs d'emploi qui sont inscrits à France Travail depuis au moins un an.

Les bénéficiaires de l'obligation d'emploi

Les demandeurs d'emploi bénéficiaires de l'obligation d'emploi (DE BOE) regroupent les personnes inscrites à France Travail, reconnues comme travailleur handicapé (TH) ou bénéficiant de l'allocation adulte handicapé (AAH) ou d'une pension d'invalidité ou encore les orphelins, veuves ou pensionnés de guerre.

● En savoir plus

Retrouvez toutes nos
études et analyses



France Travail Nouvelle-Aquitaine
vous éclaire sur les tendances du
marché du travail de votre
territoire



www.observatoire-emploi-nouvelle-aquitaine.fr